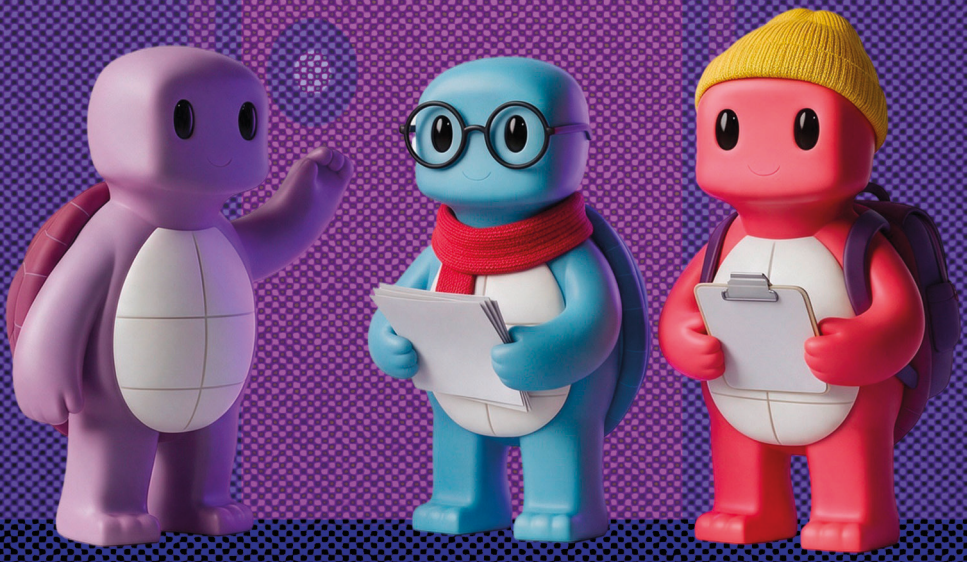
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE - 18 AVRIL 2027 ET 2 MAI 2027

LE CARNET DE LA VICTOIRE



LA FRANCE INSOUMISE

MELENCHON 2027.fr

Sommaire

FICHES PRATIQUES p. 5

01 Télécharger Action populaire pour mener campagne 6

02 Participer à la campagne d'inscription sur les listes électorales 9

03 Aller à la rencontre des citoyen·nes en porte-à-porte 11

04 Faire campagne sur les réseaux sociaux 13

05 Participer à la recherche des 500 parrainages d'élu·es 15

06 Aider à financer la campagne en faisant un don 17

07 Les outils militants pour mener campagne 19

KIT ARGUMENTAIRE p. 21

01 Réussir la bifurcation écologique en planifiant 22

02 Sortir des énergies fossiles : organiser le 100 % renouvelable 26

03 Alimentation : nourrir tout le monde 30

04 Produire au service des besoins : relocaliser et faire bifurquer notre économie 33

05 Éradiquer la pauvreté : décréter un état d'urgence sociale 37

06 Abolir les privilèges : faire la révolution fiscale 42

07 Vieillir tous·tes dignement : organiser le retour de la retraite à 60 ans 46

08 Mettre en Sécurité sociale : faire le 100 % Sécu 51

09 Faire place à toute la Nouvelle France : garantir l'égalité réelle 54

10 Garantir la sûreté et la justice : rendre la justice au nom du peuple et refonder une police républicaine 59

11 Qualifier tout le monde : une école de l'égalité et de l'émancipation 63

12 Goût du futur : humaniser par la culture et le sport 65

13 Numérique, mer, espace : se porter aux nouvelles frontières de l'humanité 69

14 Éradiquer les maladies écologiques 73

15 Constituante : passer à la 6e République 77

16 Libérer l'Europe du libéralisme : construire un bloc de bifurcation 81

17 Une France indépendante au service de la paix 86

JOURNAL DE CAMPAGNE p. 91

Combien de personnes avez-vous convaincues ? 92

Racontez votre campagne ! 93

FICHES PRATIQUES

FICHE PRATIQUE N°1

Télécharger Action populaire pour mener campagne

Pourquoi ?

Action populaire est notre réseau social d'action. Il permet de mettre en relation les personnes qui soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle de 2027 pour agir ensemble. **Indispensable pour mener campagne** sur le terrain et convaincre, Action populaire permet de vous organiser efficacement et de :

PARTICIPER AUX ACTIONS DE TERRAIN

(distributions de tracts, collages, porte-à-porte...) et aux événements (meetings, réunions publiques...) près de chez vous, de votre lieu d'études ou de travail. N'hésitez pas à vous y inscrire !

REJOINDRE UN GROUPE D'ACTION

près de chez vous. Les groupes d'action rassemblent les insoumis·es d'un même quartier ou d'une même ville. N'hésitez pas à les contacter et à les rencontrer !



TÉLÉCHARGER L'APPLICATION ACTION POPULAIRE sur votre téléphone vous permet d'accéder facilement à toute l'activité militante, à tout moment et où que vous soyez ! L'application vous permet également de recevoir des notifications pour ne rien louper de la campagne, notamment les grands meetings de Jean-Luc Mélenchon près de chez vous.

FICHE PRATIQUE N°1

Grâce à Action populaire, vous pourrez également :



ENREGISTRER LES CONTACTS DES PERSONNES SOUHAITANT RECEVOIR DES INFORMATIONS

sur la campagne de Jean-Luc Mélenchon, sur le programme, sur les élections et l'inscription sur les listes électorales. Elles pourront également recevoir les invitations aux grands événements de la campagne et soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon via un lien d'invitation.

Simple et rapide à remplir lors de vos actions de terrain, le formulaire de contacts est un outil indispensable pour gagner en 2027 !



COMMANDER DU MATÉRIEL MILITANT pour vos actions de terrain (tracts, affiches, autocollants...). Vous retrouverez également sur le site matériel d'Action populaire les plans thématiques et les plans d'investissement productif du programme, ainsi que la boutique avec les objets de la campagne (posters collectors, badges, casquettes, tote bags, maillots...).



VOUS FORMER Des vidéos de formations militantes, théoriques et pratiques, sont disponibles sur Action populaire pour vous former à la maison ou entre insoumis·es lors de vos réunions de groupes d'action. Objectif : donner des clés pour comprendre les fondamentaux de la pensée insoumise et mieux défendre notre projet !

CONSULTER LES FICHES PRATIQUES dans le centre d'aide d'Action populaire. Des dizaines de fiches pratiques sont disponibles pour vous aider à organiser des actions et à convaincre. Vous y retrouverez également le livret d'accueil des nouvelles et nouveaux ainsi que le guide de l'animateur·rice de groupe d'action.



À propos

Action populaire est développé en interne par l'équipe des outils numériques avec des outils open source et est hébergé sur des serveurs français. Grâce à vos retours et selon les besoins de la campagne, l'application s'enrichit régulièrement de nouvelles fonctionnalités.

FICHE PRATIQUE N°2

Participer à la campagne d'inscription sur les listes électorales

Pourquoi ?

En 2022, 10,6 millions de Français·es étaient non-inscrit·es ou mal-inscrit·es sur les listes électorales, soit 21 % des électeur·rices qui n'ont pas pu voter à l'élection présidentielle ou ont rencontré des difficultés. Les plus précaires et les jeunes, ceux qui sont les premier·es à souffrir des politiques menées par les néolibéraux et leurs allié·es d'extrême droite, sont les premier·es concerné·es.

À cela, s'ajoute le fléau de l'abstention. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une démocratie dans laquelle une grande partie de la population ne peut pas prendre part à la décision politique.

Chaque voix compte pour gagner en 2027 donc pensez à vérifier que les personnes que vous rencontrez lors de vos actions sont bien inscrit·es sur les listes électorales. Si ce n'est pas le cas, aidez-les à le faire !



FICHE PRATIQUE N°2



Comment faire ?

Pour participer à la campagne d'inscription sur les listes électorales, vous pouvez organiser une table d'inscription sur les listes électorales ou un porte-à-porte.

1. MUNISSEZ-VOUS D'UN SMARTPHONE ou d'une tablette et imprimez des formulaires papier d'inscription sur les listes électorales.

2. VÉRIFIEZ SI LA PERSONNE EST DÉJÀ INSCRITE sur les listes électorales. Il suffit de vous rendre sur le site des services publics, de se connecter avec son compte FranceConnect et d'indiquer son identité (nom, prénom, date de naissance) et sa commune de résidence.

3. SI ELLE N'EST PAS INSCRITE, VOUS POUVEZ L'AIDER à s'inscrire en ligne sur le site des services publics ou l'aider à remplir le formulaire papier. Une fois rempli et signé, la personne n'aura plus qu'à le déposer à la mairie avec une copie de sa pièce d'identité et un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture de téléphone, d'électricité...). Pour les personnes habitant chez leurs parents par exemple, une attestation d'hébergement sera également demandée.



Les QR codes à scanner

Imprimer le CERFA pour l'inscription

Consulter le site jevoteilsdegagent.fr

Vérifier sa situation électorale

S'inscrire sur les listes électorales en ligne

FICHE PRATIQUE N°3

Aller à la rencontre des citoyen·nes en porte-à-porte

Pourquoi ?

L'abstention et la résignation ne sont pas des fatalités. Nous avons besoin de mener une campagne de conviction pour gagner l'élection présidentielle de 2027.

Le porte-à-porte est l'action la plus efficace pour convaincre. Il permet d'aller directement à la rencontre de nos concitoyen·nes, celles et ceux que nous ne croisons pas forcément lors d'autres actions de terrain, et d'engager la discussion. Chaque voix compte, **il faut aller les chercher une à une !**

Comment faire ?



Pour organiser un porte-à-porte, vous devez :

1. ÊTRE MINIMUM 2 PERSONNES mais plus vous serez nombreux·ses, plus vous pourrez convaincre de personnes.

2. CIBLER LE QUARTIER DE VOTRE ACTION à l'aide de l'application Canvass qui vous indique les endroits où aller faire du porte-à-porte en priorité.

3. INDIQUER VOTRE PORTE-À-PORTE sur Action populaire pour que les insoumis·es près de chez vous puissent se joindre à vous.

4. COMMANDER DES TRACTS pour avoir avec vous nos propositions et pouvoir les diffuser. Vous pourrez également laisser un tract sur la porte en cas de non-réponse pour informer de votre passage.

5. SE MUNIR D'UN SMARTPHONE ou d'une tablette pour enregistrer les contacts des personnes rencontrées qui souhaitent recevoir des informations sur la campagne de Jean-Luc Mélenchon ou nous rejoindre.

6. À LA FIN DE VOTRE PORTE-À-PORTE, RECENSER LE NOMBRE DE PORTES que vous avez toquées dans Canvass.

Soyez à l'écoute de votre interlocuteur·ice !

Posez des questions ouvertes : qu'est-ce qui vous préoccupe ? Qu'est-ce que vous voudriez voir changer ?

Selon les thèmes abordés, vous pourrez présenter les propositions de notre programme qui répondent aux besoins et aux attentes de la personne en face de vous. Vous pouvez également organiser des porte-à-porte pour vérifier les inscriptions sur les listes électorales ou inviter les personnes rencontrées à un évènement.



Les QR codes à scanner

Organiser votre porte-à-porte avec Canvass

Utiliser le formulaire de contact

Commander du matériel

Consulter la fiche pratique

FICHE PRATIQUE N°4

Faire campagne sur les réseaux sociaux

Pourquoi ?

Les réseaux sociaux sont devenus des espaces d'expression importants. Ils sont donc des **outils incontournables lors des campagnes électorales pour convaincre.**

Au total, plus de 51 millions de Français·es utilisent les différents réseaux. YouTube compte 51,5 millions d'utilisateur·ices actif·ves par mois, Facebook 31,5 millions, Snapchat 29,8 millions, Instagram 28,2 millions, TikTok 23,4 millions et X (ex-Twitter) 12,4 millions. Bien sûr, ces réseaux ne sont pas consacrés à la politique, mais elle y occupe une place importante.

Être présent·es sur les différents réseaux sociaux pour appuyer la candidature de Jean-Luc Mélenchon et notre programme est donc crucial. Ils nous permettent de contourner les médias traditionnels pour faire circuler nos idées et nos propositions. Et donc de convaincre celles et ceux qui hésitent et qui recherchent des informations sur les candidat·es et leur programme.

Notre force, c'est notre nombre ! Plus nous serons présent·es sur les réseaux sociaux, plus nos messages seront diffusés largement.

Comment faire ?

Pour convaincre grâce aux réseaux sociaux et **diffuser nos propositions de façon efficace,** voici quelques conseils :

- **SOYEZ PRÉSENT·ES SUR TOUS LES RÉSEAUX SOCIAUX,** mais si vous ne pouvez pas être actif·ves sur tous, choisissez vos deux favoris.
- **POUR UN DISCOURS AVEC DU FOND INTELLECTUEL,** privilégiez la publication de vidéos. Elles génèrent plus d'engagement sur internet, permettent de créer des relations « parasociales » avec vos spectateur·ices quand vous vous adressez directement à eux et sont davantage vues et partagées.
- **PARLEZ DU PROGRAMME.** Il est au cœur de notre campagne. Relayer les mesures qu'il contient est le meilleur moyen de convaincre.



- **POSITIVEZ.** Mieux vaut relayer des informations positives pour montrer que notre campagne est joyeuse et prépare un monde meilleur en 2027 !

Pour **participer aux campagnes numériques :**

- **RELAYEZ LES PUBLICATIONS DE JEAN-LUC MÉLENCHON** et de nos parlementaires.
- **PARTICIPEZ AUX MOBILISATIONS NUMÉRIQUES** de la campagne mises sur le canal Telegram « Mobilisations insoumises » et sur la chaîne Whatsapp : « L'équipe de Mélenchon ».
- **RELAYEZ LES MONTAGES PHOTOS ET VIDÉOS** que vous trouverez sur le canal Telegram « Média #Mélenchon2027 ».
- **SUIVEZ LES RECOMMANDATIONS** des référent·es communication de votre boucle départementale. Elles et ils sont en lien avec l'équipe nationale de la communication de la campagne et partagent les consignes à relayer.
- **MONTREZ VOTRE PRÉSENCE** sur le terrain avec des photos de vous lors de vos actions de terrain et réunions publiques.



S'abonner au canal WhatsApp L'équipe de Mélenchon

Les QR codes à scanner

Retrouver tous les réseaux sociaux de la France insoumise

S'abonner au canal Telegram Mobilisations insoumises

S'abonner au canal Telegram Média #Melenchon2027

FICHE PRATIQUE N°5

Participer à la recherche des 500 parrainages d'élu·es

Pourquoi ?

Plusieurs centaines de milliers de citoyen·nes ont déjà soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon en lui apportant leur parrainage citoyen sur le site melenchon2027.fr. Mais les règles de la Ve République confient aux seul·es élu·es le droit de décider qui peut être candidat·e.

Pour autoriser sa candidature à l'élection présidentielle, **il faut recueillir au moins 500 parrainages d'élu·es.** En France, 47 000 élu·es peuvent parrainer un·e candidat·e, dont 35 000 maires.

Jean-Luc Mélenchon a adressé une lettre aux maires de France pour solliciter leur parrainage. Cette promesse de parrainage est formalisée par la signature d'un formulaire d'engagement qui reste confidentiel. La signature sera rendue publique lors de la collecte officielle des parrainages par le Conseil constitutionnel, entre le 7 février et le 12 mars 2027.

Chaque élu·e ne peut parrainer qu'un·e unique candidat·e. Nous devons faire face à de nombreux obstacles. **La recherche des parrainages d'élu·es demande donc l'implication de toutes et tous** pour rencontrer un maximum de maires, notamment dans les plus petites communes.



Comment faire ?

Pour participer à la recherche des parrainages des maires, voici les étapes à suivre :

1. PORTEZ-VOUS VOLONTAIRE via l'application « Recherche de parrainages de maires » disponible sur Action populaire. Cette application permet d'identifier les élu·es à solliciter, d'indiquer celles et ceux que vous prévoyez de rencontrer et de centraliser le résultat des démarches. Vous serez alors en contact avec le/la référent·e de votre département.

2. IDENTIFIEZ LES MAIRES QUE VOUS VOUS ENGAGEZ À RENCONTRER. Privilégiez en priorité les maires en zone rurale et pas uniquement si elles/ils sont de gauche. Un·e maire sans étiquette ou de droite peut aussi nous accorder un parrainage par souci de pluralité démocratique. Pensez aussi à faire jouer vos connaissances !

3. PRÉPAREZ VOTRE RENDEZ-VOUS EN IMPRIMANT EN AMONT LE FORMULAIRE D'ENGAGEMENT À PARRAINER. Si la/le maire est d'accord, elle/il peut signer tout de suite. Si elle/il demande un temps de réflexion, laissez-lui les documents et reprenez contact plus tard.

4. ALLEZ À LA RENCONTRE DES MAIRES EN PRIVILÉGIANT LE CONTACT DIRECT. Il est plus facile pour un·e maire de refuser quand le contact se fait par e-mail ou par téléphone qu'en face à face. Il est toutefois parfois très compliqué d'obtenir un rendez-vous, n'hésitez pas à vous rendre directement en mairie pour obtenir une rencontre.

5. INDIQUEZ LE RÉSULTAT DE VOTRE RENCONTRE sur l'application de recherche des parrainages des maires.

Lors de vos rencontres avec les maires, **insistez sur la dimension démocratique du parrainage.** Notre objectif n'est pas d'obtenir un soutien politique ou de convaincre les maires du bien-fondé de notre programme. Nous leur demandons d'assurer le pluralisme politique de l'élection en permettant la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui représente un courant d'opinion majeur dans le pays.



Accéder à l'application pour la recherche des parrainages

Les QR codes à scanner

Consulter le guide de la recherche des parrainages

Télécharger la lettre de Jean-Luc Mélenchon aux maires de France

Télécharger le formulaire d'engagement à parrainer destiné aux maires

FICHE PRATIQUE N°6

Aider à financer la campagne en faisant un don

Pourquoi ?

Nous n'avons ni banque, ni grandes fortunes derrière nous. **Financer une campagne présidentielle** à plus de 10 millions d'euros est donc possible uniquement **grâce à des milliers de gens qui donnent ce qu'ils peuvent.**

Chaque don garantit notre indépendance et nous permet le déploiement de notre campagne : impression et livraison de millions de tracts et d'affiches, organisation de grands meetings et de réunions publiques partout dans le pays, réalisation de vidéos, développement des outils numériques...

Notre force, c'est notre nombre, chaque euro compte :

- **1 000 DONS DE 5 EUROS** permettent de financer une réunion publique
- **300 DONS DE 10 EUROS** permettent de financer la retranscription d'un meeting en langue des signes française
- **75 DONS DE 20 EUROS** permettent de financer 10 000 affiches
- **200 DONS DE 30 EUROS** permettent de financer 800 000 tracts (soit une semaine de distribution militante)
- **4 000 DONS DE 100 EUROS** permettent de financer un grand meeting !



Comment faire ?

Sur le site Melenchon2027.fr, cliquez sur « Faire un don ». Vous pouvez effectuer un don par carte bancaire, chèque ou prélèvement. Le don mensuel est le plus utile : il nous permet de planifier nos dépenses. 5 € par mois, c'est déjà une puissante contribution à la victoire de la campagne Mélenchon 2027.

66 % du don est déductible de vos impôts si vous êtes imposable. 50 euros donnés vous coûtent 17 euros. 10 euros par mois vous coûtent 3,40 euros.

Relayez la campagne de financement

Nous comptons sur vous pour relayer notre appel aux dons dans votre groupe d'action, auprès de vos proches et de personnes qui souhaitent soutenir notre campagne rencontrées lors de vos actions. Il n'y a pas de cotisation à la France insoumise, car l'engagement doit être accessible à toutes et tous. Soutenir la campagne financièrement est donc un acte militant.

Vous pouvez envoyer par exemple ce message à vos contacts :

> *Coucou ! Tu sais que je suis pleinement engagé·e dans la campagne Mélenchon 2027. Elle est financée uniquement par des dons, sans banque ni gros donateurs. Si tu peux donner 5€, ça nous aide vraiment parce que la victoire est possible ! Ça prend 2 minutes : jlm27.fr/don*

Quelques conseils pour répondre aux objections :

- **JE NE PEUX PAS DONNER PLUS DE 5 EUROS, ÇA NE SERT À RIEN.** → Même 1 euro compte : si chaque personne qui a apporté son soutien sur le site de campagne donne 1 euro, cela fait près de 500 000 euros récoltés ! Rien que 6000 dons de 1 euro permettent de financer 800 000 tracts. Et si tu parles de la campagne autour de toi, c'est déjà précieux !
- **VOUS AVEZ DÉJÀ DES FINANCEMENTS PUBLICS.** → Une campagne présidentielle coûte très cher. Si on demande, c'est parce qu'on en a vraiment besoin pour gagner et que chaque don peut faire la différence !

Chaque don compte pour gagner !



QR code à scanner

Faire un don

FICHE PRATIQUE N°7

Les outils militants pour mener campagne

VOTRE LIEN D'INVITATION PERSONNEL

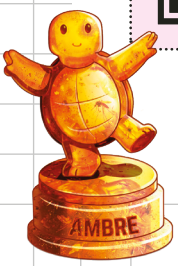
Recueillir un maximum de soutiens à la candidature de Jean-Luc Mélenchon sur le site melenchon2027.fr montre **notre force et la dynamique populaire qui porte notre campagne** présidentielle !

Avec votre lien d'invitation personnel, **vous pouvez inviter votre entourage à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon.** C'est très simple : partagez votre lien d'invitation par SMS, e-mail, WhatsApp ou sur les réseaux sociaux.

Chaque soutien effectué grâce à votre lien d'invitation vous fait gagner 1 point. Plus vous aurez de points, plus vous franchirez des niveaux et débloquerez de nouveaux trophées-tortues.

À vous de jouer !

Partager votre lien d'invitation personnel



LES CAMPAGNES D'APPELS TÉLÉFI

Passez à l'action depuis chez vous en participant **aux campagnes d'appels téléphoniques** avec TÉLÉFI !

Facile à utiliser sur votre téléphone portable et en toute autonomie, TÉLÉFI vous permet de contribuer à faire passer à l'action le maximum de personnes pour faire gagner Jean-Luc Mélenchon en 2027.

Tout au long de la campagne, nous organiserons plusieurs grandes campagnes d'appels pour inviter à signer sur melenchon2027.fr, rappeler les dates de l'élection, inviter aux grands événements de campagne, faire des appels aux dons...

N'hésitez pas à vous porter volontaire pour participer aux prochaines campagnes d'appels !

Se porter volontaire pour participer aux campagnes d'appels avec TÉLÉFI



LES CONVOIS INSOUMIS

Participez aux convois insoumis pour **faire grandir la France insoumise** partout !

Le temps d'une journée, des militant·es venu·es de différents départements se mobilisent dans un territoire où la France insoumise a besoin de renforts avec l'objectif de nous déployer, de recruter de nouvelles personnes, de les accueillir et d'amplifier la dynamique de notre campagne.

N'hésitez pas à rejoindre les prochains convois insoumis !

Se porter volontaire pour participer aux convois insoumis

LES RÉUNIONS PUBLIQUES

Organisez une réunion publique dans votre commune en présence d'un·e parlementaire de la France insoumise !

Partout dans le pays, les réunions publiques rassemblent des centaines de personnes pour présenter notre programme et convaincre. N'hésitez pas à en demander l'organisation d'une près de chez vous.



Faire une demande de réunion publique

L'AGENDA NATIONAL

Consultez régulièrement l'agenda national pour retrouver les grands rendez-vous de la campagne présidentielle : meetings, réunions publiques, émissions… Et ne manquez aucun événement !

Consulter l'agenda national



UNE QUESTION ? N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER

Pour toute question, vous pouvez nous écrire à **contact@melenchon2027.fr**

Pour toute question sur les groupes d'action, vous pouvez nous écrire à **groupes@actionpopulaire.fr** ou nous appeler lors de la permanence téléphonique tous les mercredis de 14h à 18h au **07.86.41.28.82** ou **06.45.94.19.18**.

Pour toute question sur le programme, vous pouvez nous écrire à **questions-programme@lafranceinsoumise.fr**

KIT ARGUMENTAIRE

FICHE ARGU N°1

Réussir la bifurcation écologique en planifiant

Mesures

- **Inscrire la règle verte dans la Constitution** pour ne pas prélever davantage de ressources que la nature ne peut en reconstituer, ni produire plus de pollutions et de déchets qu'elle ne peut en supporter.
- **Engager un plan global de rénovation de nos infrastructures** pour les adapter au changement climatique.
- Organiser un ambitieux **plan national de restauration des écosystèmes.**
- **Créer des éco-régions pour remplacer les régions actuelles,** délimitées en cohérence avec les caractéristiques écologiques et chargées de mettre en œuvre la planification écologique et de protéger les communs.
- **Garantir l'accès à l'eau courante potable** à tous·tes les habitant·es des Outre-mer.



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Le problème, c'est que certain·es consomment mal

Les plus riches polluent davantage, mais ce sont les classes populaires qui subissent le plus durement les conséquences de la crise écologique. Pourtant, les politiques libérales continuent de faire peser la responsabilité sur les individus, sans tenir compte de leurs conditions matérielles d'existence. Impossible de se passer de sa voiture sans transports collectifs, ou de réduire sa consommation d'énergie dans un logement mal isolé. Les classes populaires sont aussi les premières exposées à la précarité énergétique et aux fortes chaleurs, sans toujours avoir les moyens de s'en protéger. Nous défendons une écologie populaire qui améliore concrètement la vie des gens, grâce à la rénovation des logements, aux transports accessibles, à la baisse des dépenses contraintes et au renforcement des services publics. La bifurcation écologique doit être un progrès social, pas une contrainte supplémentaire imposée aux plus précaires.

ON ENTEND SOUVENT

Le seul problème, ce sont les émissions de gaz à effet de serre

La crise écologique ne se résume pas aux émissions de CO_2 : elle menace directement nos conditions de vie. Effondrement de la biodiversité, épuisement des ressources, sécheresses, inondations et canicules sont autant de conséquences d'un modèle qui sacrifie le vivant aux intérêts économiques. La multiplication des vagues de chaleur rend notamment indispensable l'adaptation de nos logements, de nos écoles et de nos villes. Pourtant, les saignées budgétaires et le recul des protections environnementales nous empêchent de répondre à l'urgence. Nous voulons préserver les sols, les forêts et les ressources en eau, lutter contre l'artificialisation et engager de grands travaux de rénovation et de végétalisation. La planification écologique doit permettre à la fois de combattre les causes du dérèglement climatique et de protéger les populations de ses conséquences.

ON ENTEND SOUVENT

Un capitalisme vert peut nous permettre de nous adapter au changement climatique

On ne peut pas répondre à l'urgence écologique en laissant le marché décider de notre avenir. Le modèle productiviste repose sur une exploitation toujours plus importante des ressources naturelles, au mépris des limites planétaires. Les activités les plus profitables requièrent une consommation croissante d'énergie et de matières premières, tandis que les activités de protection, de préservation, de restauration de notre environnement présentent des profits réduits ou nuls. Tant que l'innovation sera guidée par le profit, elle ne répondra qu'à l'objectif d'accumulation de marchandises. Les petits gestes individuels ne suffiront pas à transformer nos modes de production et de consommation. C'est pourquoi nous défendons la règle verte et une planification écologique démocratique, pour organiser la bifurcation de l'énergie, des transports, du logement, de l'industrie et de l'agriculture. Cela suppose des investissements publics massifs, la relocalisation des productions essentielles et la maîtrise collective et démocratique des biens communs. Il ne s'agit pas de produire toujours plus, mais de produire autrement, en fonction des besoins humains et des limites écologiques.

ON ENTEND SOUVENT

Avec vous, on ne pourra plus prendre l'avion

Le transport aérien est responsable à lui seul de 5 % du réchauffement climatique alors que seule une petite minorité de la population mondiale l'utilise. Mais il faut en identifier les responsables. La réalité, c'est que 1 % de la population mondiale est responsable de 50 % des émissions du secteur aérien. Les jets privés, 10 à 30 fois plus polluants que l'aviation commerciale, illustrent ces excès, encouragés par un manque total de régulation. Plutôt qu'en faire une question morale et individuelle, il faut donc penser une politique générale pour le transport, répondant aux besoins et limitant ses impacts écologiques.

Chiffres-clés

3,9 millions

C'est le nombre de passoires énergétiques en France, soit 12,7 % du parc immobilier.

3 millions

C'est le nombre de décès liés à la chaleur dans le monde depuis 8 ans, dont au moins 2 millions sont liés au changement climatique.

73 %

C'est la baisse moyenne de la taille des populations de vertébrés sauvages suivies dans le monde entre 1970 et 2022. Un effondrement qui illustre l'urgence de protéger la biodiversité et les écosystèmes.

52 %

C'est la part de l'empreinte carbone de la France provenant des émissions importées en 2025. Un chiffre qui souligne la nécessité de transformer nos modes de production, de consommation et d'échanges.



FICHE ARGU N°2

Sortir des énergies fossiles : organiser le 100 % renouvelable

Mesures

- **Planifier le passage à 100 % d'énergies renouvelables** avec un double mot d'ordre : sobriété et efficacité énergétique
- **Refaire l'isolation d'au moins 700 000 logements** par an
- **Se doter d'un service public ambitieux** en charge de la planification, du financement, de l'organisation de la rénovation énergétique pour mettre fin prioritairement aux situations de précarité énergétique
- **Créer un pôle public de l'énergie** en lien avec des coopératives locales, EDF et en renationalisant Engie



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Le nucléaire n'est-il pas une solution ?

Les réacteurs nucléaires français sont vieillissants et en construire de nouveaux est impossible à court terme et coûterait une fortune, autant d'argent qui manquera dans le renouvelable. S'ajoutent à cela les autres problèmes du nucléaire, comme les risques d'accidents, l'accumulation de déchets ou encore la vulnérabilité des centrales au changement climatique. En effet, celui-ci fragilise la production nucléaire. Les sécheresses et les fortes températures peuvent limiter le refroidissement des centrales et réduire leur production, notamment lorsque les cours d'eau sont trop chauds ou que leur débit est insuffisant. Il ne s'agit pas de fermer brutalement tous les réacteurs nucléaires. Mais en faisant les investissements nécessaires dans l'adaptation du réseau et le développement de moyens de gestion de la flexibilité, le 100 % renouvelable est possible.

ON ENTEND SOUVENT

Le 100 % renouvelable coûtera beaucoup trop cher

Au contraire, le renouvelable est moins coûteux que les énergies fossiles, ou que le déploiement du programme pour le nouveau nucléaire (EPR2) dont la facture pourrait s'élever à 153,6 milliards d'euros. De plus, le soleil, la mer, les fleuves et le vent sont gratuits. Contrairement au gaz, au pétrole, au charbon ou à l'uranium, ils ne nécessitent aucun achat de combustible. Cela limite l'exposition aux fluctuations des marchés internationaux.

ON ENTEND SOUVENT

Les énergies renouvelables nous rendront dépendants des pays qui fabriquent les éoliennes et les panneaux solaires

La vraie dépendance de la France, c'est celle aux énergies fossiles. Nous importons 99 % des hydrocarbures que nous consommons. Ces importations d'énergies fossiles nous coûtent cher et sont un obstacle à notre souveraineté énergétique. En 2024, la France a payé 57,7 milliards d'euros d'importations d'énergies fossiles. Pourtant, la France dispose de compétences et de capacités industrielles dans les filières renouvelables. Nous les préserverons et les développerons grâce à une politique industrielle ambitieuse : fabrication, assemblage, maintenance, recyclage et formation.

ON ENTEND SOUVENT

Nous sommes tellement dépendants des énergies fossiles qu'il est impossible d'en sortir

En France, les énergies fossiles représentaient environ 57 % de la consommation finale d'énergie en 2024, contre 65 % en 2011. Cette évolution est beaucoup trop faible et doit s'accélérer en articulant sobriété, efficacité, développement des énergies thermiques renouvelables et électrification. Pour cela, l'État doit définir les besoins, assurer les moyens, en planifiant les actions dans le temps pour accélérer cette sortie qui ne peut pas reposer sur des choix individuels. Aussi, une fois au pouvoir, nous œuvrerons notamment à isoler les bâtiments et développer les transports collectifs.

Chiffres-clés

40 000

C'est le nombre de décès prématurés par an attribuables à la pollution de l'air en France.

2060

C'est l'horizon que nous nous fixons pour atteindre le 100 % renouvelable avec une sortie des énergies fossiles en 2050.

369 millions de tonnes de CO_2

C'est le volume des émissions françaises de gaz à effet de serre en 2024.

57,7 milliards d'euros

C'est le montant payé par la France en 2024 pour ses importations d'énergie.



Alimentation : nourrir tout le monde

Mesures

- **Instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique** et créer 500 000 emplois agricoles
- **Garantir des prix rémunérateurs aux producteur·ices** en instaurant des prix planchers pour les agriculteur·ices
- **Mener une réforme agraire** pour encourager l'installation de nouvelles exploitations à taille humaine
- **Instaurer un protectionnisme écologique** en fonction des conditions de production



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Vous êtes contre les agriculteur·ices

Nous défendons une agriculture rémunératrice et protectrice pour les paysan·nes. Pour sauver leur rémunération, nous fixerons un prix plancher et un coefficient multiplicateur pour bloquer les marges excessives des intermédiaires. Pour sauver leur vie, nous interdirons les pesticides mortels. Pour assurer la transition, nous proposerons des contrats de transition agroécologique et reprendrons les dettes agricoles des exploitants qui se convertissent au 100 % bio. Ainsi, nous promouvrons un modèle d'agriculture écologique et répondant aux besoins alimentaires contre l'agrobusiness ultra-compétitif et ses profiteurs capitalistes. Contrairement aux hypocrites qui défendent les grands patrons et les *lobbys* de l'agro-industrie, nous avons un ensemble de mesures concrètes pour les agriculteur·ices. Par ailleurs, le Rassemblement national et la macronie ont voté contre notre proposition de loi visant à garantir des prix planchers rémunérateurs aux agriculteur·ices. Ils ont aussi voté pour la réintroduction de pesticides dangereux dont les premières victimes sont les agriculteur·ices !

ON ENTEND SOUVENT

Personne n'empêche les gens de bien manger

Bien manger est un privilège alors que cela devrait être un droit. Aujourd'hui, une personne sur huit ne mange pas à sa faim, une personne sur quatre chez les 18-24 ans. Un élève sur cinq arrive à l'école le ventre vide au moins une fois par semaine. L'allongement des files d'attente interminables pour l'aide alimentaire chaque année atteste de cet échec politique. Entre 2018 et 2025, 5,5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire des Restos du Cœur au moins une fois. Manger coûte trop cher, et l'accès à une nourriture équilibrée encore plus. À cela s'ajoutent les temps de transport et de travail qui se rallongent toujours plus. Le temps disponible consacré à l'alimentation dans les familles recule d'autant.

ON ENTEND SOUVENT

Vous avez un problème avec le fait que les gens mangent ce qu'ils veulent

Il faut en finir avec la malbouffe. Nous affrontons une épidémie de maladies chroniques et de cancers. L'agro-industrie et ses produits vendus à grand renfort d'additifs et de publicité en sont la cause. Les plus pauvres en sont les premières victimes. C'est donc un enjeu de santé publique. Nous avons les moyens de produire autrement pour nous nourrir toutes et tous et mieux. Par ailleurs, la facture de la malbouffe est collective. L'obésité et ses complications coûtent chaque année 12 milliards d'euros à la société, entre coûts médicaux directs et coûts socio-économiques comme les arrêts de travail et la baisse de productivité ; la note monte à 19 milliards quand on compte les coûts environnementaux de la malbouffe. On nous explique que tout cela relève de la responsabilité individuelle. C'est trop facile. Ce que l'on mange dépend des prix, de la publicité, de ce que l'on trouve en bas de chez soi et de ce que l'on a dans le porte-monnaie. Nous préférons prévenir plutôt que payer les soins ensuite. La cantine gratuite, bio et locale, la garantie d'accès à une alimentation choisie, l'encadrement de la publicité servent à cela : manger sain pour éviter de tomber malade.

% Chiffres-clés

20 % → 100 %

La loi EGalim impose 20 % de bio dans la restauration collective publique. Nous voulons passer à 100 % de bio et de local.

25 %

C'est la part de l'empreinte carbone des ménages français qui vient de l'alimentation, selon l'ADEME (Agence de la transition écologique).

19 milliards d'euros par an

Ce sont les coûts négatifs estimés de notre système alimentaire (sanitaire, environnemental, social).

FICHE ARGU N°4

Produire au service des besoins : relocaliser et faire bifurquer notre économie

Mesures

- **Lancer un grand plan d'investissements** écologiquement et socialement utiles
- **Adopter des mesures antidumping d'urgence** sur les industries stratégiques : sidérurgie, automobile, pharmaceutique
- **Créer une Agence pour les relocalisations** chargée de recenser les secteurs industriels indispensables à la souveraineté nationale et à la bifurcation écologique, et d'établir un plan de relocalisation pour chaque filière ou production stratégique
- **Créer des pactes de commande publique** entre l'État et certaines filières industrielles pour garantir un niveau de commandes publiques en échange du respect de certains critères écologiques et sociaux dans la production
- **Créer un droit de reprise d'activité préférentiel** pour les salarié·es dans un but écologique en cas de cession ou de fermeture d'entreprise, et un droit de préemption en cas de pratiques contraires à l'intérêt écologique général
- **Constituer des pôles publics** dans les secteurs stratégiques : médicaments, transports et mobilité, banque et assurance, énergie, armement, mines, satellites
- **Renforcer le contrôle des investissements étrangers** dans tous les secteurs présentant un caractère stratégique



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Le libre-échange est la seule solution pour l'économie

Le libre-échange promu par les gouvernements successifs a largement détruit le tissu industriel et appauvri le pays. Confrontés à des concurrences déloyales, de nombreux secteurs ont été balayés.

La perte de nos industries est un problème majeur de souveraineté. Les évènements des dernières années (crise sanitaire, conflits géopolitiques qui déstabilisent les chaînes d'approvisionnement) ont montré que nous avions besoin de localiser les productions essentielles en France.

Enfin, le libre-échange est une aberration écologique. La « loi du marché » incite à la délocalisation et à l'éclatement des chaînes de production. Cela conduit à l'augmentation mécanique des émissions de gaz à effet de serre mondiales liées à des conditions environnementales de production moins-disantes et au transport de marchandises, qui se répercutent au bout du compte sur les émissions importées de la France.

ON ENTEND SOUVENT

La France va s'isoler internationalement

Refuser la concurrence déloyale ne signifie pas se couper du monde ! L'ère du libre-échange généralisé est terminée. Les plus grandes puissances ont recours à des politiques protectionnistes par des droits de douane ou des obligations pour les compagnies étrangères à utiliser un certain montant de biens ou services produits localement, etc. Nous opposerons au libre-échange destructeur le protectionnisme solidaire, c'est-à-dire des accords qui respectent les intérêts de chaque pays, répondent aux besoins et se fondent sur la coopération plutôt que la concurrence. C'est possible de le faire, des embryons de dispositifs existent déjà. En Outre-mer, il y a un bouclier douanier qui n'a pas d'effets négatifs sur l'investissement étranger.

ON ENTEND SOUVENT

Les macronistes ont au moins réussi à réindustrialiser

Les macronistes répètent en boucle ce mensonge. Aujourd'hui, la production industrielle du pays est plus basse qu'en 2019 ! Ils ont laissé tomber de nombreuses entreprises stratégiques, comme ArcelorMittal ou Vencorex récemment. Pire, ils ont encouragé les fonds vautours à piller nos industries avant de les vendre à la découpe ou d'organiser leur faillite, comme chez Kem One ou la Fonderie de Bretagne. Aujourd'hui, 13 % des salarié·es travaillent pour une société détenue par un fonds prédateur.

ON ENTEND SOUVENT

Vous allez ruiner le pays et ses entreprises en créant de l'inflation

L'inflation est déjà là. Elle est justement causée par notre dépendance à des produits étrangers dont les prix flambent au moindre aléa géopolitique ou évènement climatique. Investir dans la production locale et la bifurcation écologique est le meilleur moyen de lutter contre cette inflation importée.

Si les salaires français sont plus élevés que dans des pays à bas coûts, ils ne représentent qu'une petite partie du coût de production (15 % pour une voiture électrique par exemple). Surtout, nous mettrons en place des mesures pour réduire les vraies charges comme l'électricité, avec l'instauration d'un prix national fondé sur les coûts de production, plutôt que d'être soumis aux variations injustifiées du marché européen.

Enfin, la politique de hausse des revenus et de l'investissement enclenchera un cercle vertueux : hausse du pouvoir d'achat des classes populaires, donc de la consommation, y compris des productions relocalisées, hausse de l'activité pour les entreprises, etc.

ON ENTEND SOUVENT

Il n'y a pas d'argent pour investir

Un des principaux maux du pays est l'insuffisance de l'investissement : celui des entreprises a été divisé par 3 en 50 ans. Pourtant, les moyens existent. Nous organiserons un véritable pôle public bancaire orienté vers la réponse aux besoins à partir de la Caisse des dépôts, de la Banque publique d'investissement ou encore de la Banque Postale. Avec quelques mesures simples comme le relèvement du plafond du livret A, ce pôle public bancaire pourra injecter 100 milliards d'euros supplémentaires par an.

Chiffres-clés

160

C'est le nombre de sites industriels fermés l'année 2025, contre 103 ouvertures de sites, une perte nette de 57 sites.

211 milliards

C'est le montant par an d'aides aux entreprises incluant exonérations, niches fiscales, aides sectorielles et sociales, offertes par les gouvernements Macron sans contreparties garantissant la continuité de la production en France.

FICHE ARGU N°5

Éradiquer la pauvreté : décréter un état d'urgence sociale

Mesures

- **Bloquer et encadrer les prix** des produits de première nécessité (alimentation, énergie, carburant) et interdire la « réduflation »
- **Augmenter immédiatement le SMIC à 1 700 €** net mensuel et les minima sociaux
- **Revaloriser la valeur du point d'indice** des fonctionnaires de 10 %
- **Revaloriser les APL de 10 %**
- **Mettre en place des stocks tampons de matières premières** alimentaires pour lisser les prix et garantir une offre en temps de crise
- **Renforcer le bouclier qualité-prix** pour les Outre-mer



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Comment lutter contre l'explosion des prix ?

Depuis le début de la guerre en Iran, les raffineurs ont multiplié par 7,5 leurs marges, sur le dos de tous les Français·es, dont celles et ceux qui sont contraint·es d'utiliser leur voiture pour se rendre au travail, retrouver leurs proches et profiter de la vie. Nous instaurerons un blocage des prix et des marges des raffineurs et des distributeurs pour revenir, a minima, au prix du carburant d'avant-guerre. En parallèle, l'inflation alimentaire est majoritairement nourrie par une hausse des profits des entreprises de l'agroalimentaire, et de leurs marges, pour plaire à leurs actionnaires et maximiser leurs profits. Les riches se remplissent les poches sur le dos des plus précaires qui sont contraints d'économiser sur des dépenses pourtant essentielles comme la nourriture et le carburant.

ON ENTEND SOUVENT

La baisse du pouvoir d'achat n'est qu'un sentiment

La France traverse une crise du pouvoir d'achat historique, avec des salaires qui stagnent et des prix qui augmentent, notamment sur les produits de première nécessité. Depuis 10 ans, les macronistes refusent d'agir sur la hausse des salaires, au détriment des travailleur·euses. Le point d'indice des fonctionnaires est bloqué : depuis 2017, il n'a été relevé qu'à deux reprises. C'est insuffisant pour compenser l'inflation. En 2026, plus de 860 000 fonctionnaires touchent un salaire inférieur au SMIC et reçoivent donc une indemnité différentielle pour compenser. En dehors de sa valorisation par l'inflation, le SMIC n'a pas augmenté depuis 2012, tandis que le reste des salaires progresse moins vite que l'inflation. Résultat : le pouvoir d'achat moyen recule officiellement selon l'Insee et frappe d'abord les classes populaires.

ON ENTEND SOUVENT

Pourquoi les gens n'arrivent-ils plus à se loger ?

Plus de 350 000 personnes sont sans domicile fixe, un niveau historiquement haut. Ce chiffre couvre des réalités diverses : personnes en hébergement d'urgence, logé·es chez un tiers ou à la rue. La France traverse actuellement une crise du logement sans précédent, du fait de l'accaparement du parc privé par quelques-uns et du désinvestissement dans le logement public. Le logement représente en moyenne 27,8 % du budget total des foyers, un taux qui peut atteindre plus de 50 % pour les plus précaires. Beaucoup ne peuvent plus payer leurs factures et leur loyer. Les logements deviennent invivables lors des périodes de fortes chaleurs ou des vagues de froid : un tiers des personnes ont froid en hiver et la moitié ont chaud l'été.

ON ENTEND SOUVENT

Il y a très peu d'inégalités en France

Les 20 % les plus riches ont un niveau de vie 4,6 fois supérieur aux 20 % les plus pauvres. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes en France : le pays est désormais plus inégalitaire que la moyenne de l'Union européenne ! D'un côté, les plus pauvres s'appauvrissent, et de l'autre, le niveau de vie des plus riches augmente. C'est la conséquence des politiques libérales de Macron : depuis 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Nous corrigerons la sous-imposition manifeste des ultra-riches pour financer des politiques redistributives ambitieuses, ce qui passe notamment par la revalorisation des minima sociaux et le refinancement de nos services publics, patrimoine commun de ceux qui n'en ont pas.

ON ENTEND SOUVENT

Décréter l'état d'urgence sociale, c'est décréter la fin de l'État de droit

Deux états d'urgence existent d'ores et déjà dans la loi française, sécuritaire et sanitaire. Ceux-là visent directement des libertés fondamentales comme les libertés de réunion, de circulation ou de manifestation. Mais comme ils sont provisoires et encadrés par le parlement, ils n'ont jamais été considérés par les institutions de la Ve République comme contraires à l'État de droit. En l'occurrence, cet état d'urgence sociale serait décrété pour répondre à la remise en cause des libertés fondamentales des citoyen·es qui, compte tenu de la situation économique, ne sont plus libres d'aller et venir (impossibilité de faire le plein d'essence par exemple). Il ne s'agit donc pas de restreindre les droits mais de garantir leur exercice.

ON ENTEND SOUVENT

La hausse du SMIC va tuer les entreprises

La hausse du SMIC n'est pas néfaste pour l'économie, au contraire ! Le SMIC espagnol a augmenté de 66 % en 8 ans et la croissance du pays a été 44 % plus élevée que la nôtre. La raison est simple : en augmentant les revenus des classes populaires, cela fait augmenter leur consommation et donc les entreprises finissent par y gagner, en particulier les petits commerçants et artisans qui dépendent directement du pouvoir d'achat du peuple. Le SMIC n'est pas particulièrement élevé en France : il est plus faible qu'en Allemagne ou en Belgique par exemple.

Contrairement aux idées reçues, notre augmentation du SMIC entraînerait une hausse de seulement 0,6 % des coûts de production pour les entreprises qui ont des bas salaires, selon une étude d'économistes. Pour aider les petites entreprises, nous mettrons en place une caisse de péréquation entre petites et grandes entreprises. Nous baisserons également les charges privées : baisse du coût de l'énergie, plafonnement des frais bancaires, encadrement des loyers commerciaux, etc.

Chiffres-clés

15,4 %

C'est le taux de pauvreté en France en 2024, son plus haut niveau depuis la mise en place de la mesure.

1,3 million

C'est le nombre de personnes supplémentaires qui ont basculé dans la pauvreté durant la présidence d'Emmanuel Macron.

43,3 %

C'est le taux de pauvreté dans les Outre-mer, soit 3 fois la moyenne nationale.

x 7,5

C'est l'augmentation des marges des raffineurs en 6 mois, depuis le déclenchement de la guerre en Iran.



FICHE ARGU N°6

Abolir les privilèges : faire la révolution fiscale

Mesures

- **Rendre l'impôt sur le revenu plus progressif** avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui
- **Introduire une garantie d'impôt de 2 %** sur le patrimoine des milliardaires, dite taxe Zucman
- **Rétablir et renforcer l'impôt de solidarité sur la fortune** (ISF), incluant un volet climatique visant à taxer les gros pollueurs
- **Augmenter les droits de succession sur les plus hauts patrimoines** en comptabilisant l'ensemble des dons et héritages reçus tout au long de la vie et créer un héritage maximal de 12 millions d'euros. Exonérer de droits de succession les héritages inférieurs à 150 000 euros.
- **Refonder l'impôt sur les sociétés** pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes
- **Faire de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales une priorité** et rendre obligatoire pour les entreprises la publication des aides publiques qu'elles perçoivent



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Les milliardaires paient déjà beaucoup d'impôts

Les milliardaires ont à disposition de nombreux dispositifs pour réduire leur imposition, par exemple en plaçant leurs revenus dans des holdings qui ne sont pas taxées. Au bout du compte, les milliardaires paient quasiment deux fois moins d'impôts que les autres. Ils ont les moyens de contribuer : en 2026, Bernard Arnault a encore acheté, dans un paradis fiscal, un yacht valant 500 millions d'euros.

ON ENTEND SOUVENT

La moitié des Français·es ne paie pas d'impôt

L'impôt sur le revenu n'est qu'une petite partie des « prélèvements obligatoires ». Le premier impôt de France, c'est la TVA, que tout le monde paie dès le premier euro. En proportion du revenu, elle pèse plus sur les plus pauvres que sur les riches. Les personnes ayant des revenus, même faibles, paient aussi la CSG. Nous refusons les propositions de hausse de la TVA venant des macronistes et proposons de rendre la fiscalité plus progressive.

ON ENTEND SOUVENT

La France insoumise veut augmenter les impôts des gens

C'est faux. Notre réforme de l'impôt sur le revenu permettra aux Français·es qui gagnent moins de 4 000 euros net par mois de payer moins d'impôts, soit plus de 90 % de la population. De la même manière, notre réforme des droits de succession baissera ou maintiendra les droits de succession pour l'immense majorité de la population et ciblera le 1 % des plus gros patrimoines. La taxe Zucman ne se déclenche qu'à partir de 100 millions d'euros de patrimoine pour faire payer les plus riches autant que le reste de la population.

ON ENTEND SOUVENT

Les riches vont partir

Les études montrent le contraire. Selon le Conseil d'analyse économique, les plus riches partent même deux fois moins que le reste de la population ! Lorsque l'ISF était en place, seulement 0,1 % des redevables partait.

Les études économiques montrent aussi que même quand les riches partent, cela n'a pas d'impact sur l'économie du pays car les entreprises et les salarié·es qui créent la richesse ne partent pas avec. Le Conseil d'analyse économique dit que « les effets économiques agrégés des départs induits par une hausse de la fiscalité sont faibles ». France Stratégie a montré que la suppression de l'ISF, un cadeau de 1,2 million d'euros par an pour chacun des 100 plus riches de France, n'a eu aucun impact économique positif.

Enfin, nous mettrons en place un impôt universel pour que les exilés fiscaux paient ce qu'ils doivent à la France, et nous rétablirons l'exit tax.

ON ENTEND SOUVENT

Les impôts tuent l'économie

Depuis dix ans, Macron a fait exactement ce que le grand patronat réclamait. L'impôt sur les sociétés est passé de 33,3 % à 25 %. Les impôts de production ont baissé d'environ 10 milliards d'euros par an depuis 2021. Les aides publiques aux entreprises atteignent 211 milliards selon la commission d'enquête du Sénat. France Stratégie, qui a évalué ces baisses d'impôts, n'identifie pourtant aucun effet sur l'activité. Au contraire, la croissance est au plus bas, le chômage augmente et les dividendes ont explosé : le CAC 40 a versé 107,5 milliards à ses actionnaires en 2025, record historique.

Surtout, cette fiscalité favorise les plus gros. Les PME paient un taux effectif d'impôt sur les sociétés 50 % plus élevé que les grandes entreprises.

ON ENTEND SOUVENT

Vous voulez nous empêcher de transmettre notre appartement ou notre maison

Au contraire, la réforme de la France insoumise facilitera la transmission des petits patrimoines et les transmissions en ligne indirecte (à des nièces ou neveux par exemple) en rétablissant de la justice. Les études montrent qu'il est possible de récolter plusieurs dizaines de milliards d'euros sans toucher à 99 % des héritages.

Aujourd'hui, 50 % des gens n'héritent de rien et 80 % ne paient aucun droit de succession. Parmi ceux qui en paient, le système est très injuste : en bas du barème, les gens paient plein pot, surtout pour des transmissions hors ligne directe, qui représentent 10 % des transmissions mais 50 % de l'impôt touché. Pendant ce temps, les 0,1 % les plus riches qui reçoivent plus de 12 millions d'euros paient 3 fois moins que le taux théorique.

Résultat : les 10 % les plus riches possèdent ainsi près de 80 % des actifs financiers et professionnels. Un niveau comparable à celui du XIX^{e} siècle.

% Chiffres-clés

26 %

C'est le taux d'imposition des 75 foyers milliardaires français, près de deux fois moins que des Français·es moins riches.

1 800 foyers

C'est le nombre de foyers dont le patrimoine dépasse 100 millions d'euros et que viserait la taxe Zucman, sur 41,5 millions de foyers fiscaux en France. Recette estimée par son auteur : 15 à 25 milliards d'euros par an.

5,5 milliards

C'est ce que coûte chaque année la suppression de l'ISF, soit plus de 100 000 postes d'enseignant·es ou de quoi doubler le budget des pompiers.

Vieillir tous·tes dignement : organiser le retour de la retraite à 60 ans

Mesures

- **Abroger la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans** puis abaisser l'âge de départ jusqu'à restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour 40 années de cotisation.
- **Porter a minima au niveau du SMIC revalorisé toutes les pensions pour une carrière complète** (salarié·e, indépendant·e, agriculteur·ice), et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté.
- **Prendre en compte le revenu de solidarité active** (RSA) pour valider des trimestres en vue de la retraite.
- **Supprimer la décote,** qui représente une double peine pour les retraités, en particulier les femmes et les plus précaires.
- **Supprimer les avantages fiscaux de la retraite par capitalisation** pour financer le système par répartition.



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

La réforme des retraites de Macron était juste

« La retraite avant l'arthrite » : de janvier à juin 2023, 3,5 millions de manifestant·es ont défilé pour refuser un nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite. Après un premier passage à 62 ans en 2010 sous Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron a commencé son deuxième mandat en imposant un âge légal de départ à la retraite à 64 ans et en accélérant le passage à 43 annuités, malgré l'opposition de 70 % des Français·es et de 93 % des actif·ves. Derrière ce déni de démocratie, ce sont les milieux populaires qui paient le prix lourd. Les ouvrier·es ont deux fois plus de risques de mourir avant leur retraite et plus de chances d'atteindre l'âge de 64 ans en invalidité. Dans le BTP par exemple, un tiers des ouvrier·es sont en invalidité ou maladie longue à 61 ans et ne peuvent envisager une retraite anticipée. Au total, 18 % des gens ont une incapacité à 64 ans, qui les empêche de profiter de la vie, de leur famille ou de leurs petits-enfants. Les femmes sont les premières à porter le poids de la réforme : celles nées à partir de 1980 supporteront une augmentation du temps passé au travail deux fois supérieure à celle des hommes pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein.

ON ENTEND SOUVENT

Les retraité·es sont privilégié·es

La pauvreté des retraité·es a explosé sous Macron : le taux de pauvreté est passé de 7,6 % à 10,4 %, soit 600 000 qui ont basculé dans la pauvreté. Après 30 ans de baisse, le nombre d'allocataires du minimum vieillesse remonte en flèche. Plus de 500 000 retraité·es sont obligé·es d'avoir un petit boulot pour survivre. Plus de la moitié des retraité·es ont une pension nette inférieure à 1 500 euros par mois.

ON ENTEND SOUVENT

Le système est en faillite, il faut travailler plus longtemps

Depuis 2021, alors que les prévisions annonçaient 14 milliards de déficit du système, il a finalement été excédentaire de plus de 12 milliards d'euros. Les dépenses du système seront assez stables sur le long terme : d'ici 2070, la part des dépenses de retraite dans le PIB sera largement inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui en Italie. Le Conseil d'orientation des retraites estime que ses projections « ne corroborent pas l'idée d'une progression des dépenses de retraite qui échapperait à toute maîtrise en raison du vieillissement démographique ».

Partant de là, il est possible d'améliorer le système qui est aujourd'hui injuste en abrogeant la réforme Macron puis en revenant progressivement à 60 ans et 40 annuités. Déjà, cela fait des économies sur les coûts cachés de la réforme des retraites, qui coûtera à terme plus de 4 milliards d'euros en prestations sociales supplémentaires versées (arrêts maladie, chômage, accidents du travail, etc.).

Ensuite, nous nous attaquerons à l'argent détourné du système de retraites. Aujourd'hui, entre les avantages fiscaux pour la retraite par capitalisation, la sous-compensation des exonérations de cotisations vieillesse et la ponction annuelle du Fonds de réserve des retraites, 6 milliards d'euros sont détournés du système par répartition.

Enfin, les marges de manœuvre existent. Le gel des salaires ou leur remplacement par des primes appauvrissent le régime et les hauts salaires profitent d'un plafonnement des cotisations d'assurance-vieillesse à 4 000 € par mois. Plus généralement, il y a 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises, 100 milliards de dividendes versés par le CAC 40 chaque année, ou encore 40 milliards d'euros détournés des caisses de la Sécu chaque année à cause d'exonérations de cotisations non compensées et des ponctions pour rembourser la dette sociale.

Pendant ce temps, les macronistes et le RN veulent faire travailler les gens plus longtemps pour faire des économies et financer des cadeaux aux plus riches. Dans son budget, le RN prévoit de faire 5 milliards d'économies sur le système : concrètement, cela signifie une baisse des pensions ou travailler plus longtemps que la situation actuelle pour des millions de personnes.

ON ENTEND SOUVENT

La France est une exception

Les libéraux justifient leurs attaques contre les retraites en affirmant que nous aurions un système trop généreux par rapport au reste du monde. Si on considère le nombre d'annuités nécessaires pour avoir une retraite à taux plein (43 en France), 17 pays européens en ont moins. Pour que les comparaisons aient plus de sens, il faut regarder l'âge de départ effectif : selon l'OFCE, les Français·es travaillent plus longtemps que les Autrichien·nes, les Belges ou les Slovaques, par exemple. Les dépenses de retraite par habitant·e en France sont inférieures aux Pays-Bas, à la Belgique, à l'Allemagne, à l'Italie, aux États-Unis, etc.



ON ENTEND SOUVENT

La retraite par capitalisation est la solution miracle

Gabriel Attal, Édouard Philippe, Bruno Retailleau et Marine Le Pen prévoient de développer la retraite par capitalisation, qui repose sur des placements financiers individuels pour financer sa retraite, au détriment de la retraite par répartition, grâce à laquelle les actifs valident des droits et financent les pensions des retraités actuels par la cotisation.

La capitalisation, c'est la ruine des classes populaires : là où la retraite par répartition réduit les inégalités, la capitalisation ne permet qu'aux revenus les plus élevés qui peuvent beaucoup épargner d'avoir l'espoir d'obtenir une retraite correcte.

La retraite par capitalisation, c'est jouer au casino : est-ce raisonnable de faire dépendre sa future pension des cours de bourse alors qu'une crise financière et économique massive guette ? Des centaines de milliers de retraité·es états-unien·nes ont connu des pertes d'épargnes qui les ont plongé·es dans la pauvreté après la crise des subprimes de 2007.

Enfin, la retraite par capitalisation ne répond à aucun problème de financement. Au contraire, elle l'aggrave car il faut continuer à payer les pensions des retraité·es actuel·les pendant que les actif·ves épargneraient pour eux-mêmes. Cela coûterait 400 milliards d'euros pour passer à 10 % de capitalisation, soit pris dans la poche des travailleur·euses, soit retirés aux pensions des retraité·es.

% Chiffres-clés

66 %

C'est la part des salarié·es qui veulent le retour de la retraite à 60 ans.

600 000

C'est le nombre de retraité·es pauvres supplémentaires sous les quinquennats Macron.

100 milliards d'euros

C'est quasiment le montant perdu chaque année à cause des exonérations de cotisations sociales.

FICHE ARGU N°8

Mettre en Sécurité sociale : faire le 100 % Sécu

Mesures

- **Instaurer le 100 % Sécu** en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les mutuelles dans la Sécurité sociale
- **Mettre en place une Sécurité sociale de l'alimentation** en expérimentant une garantie universelle d'accès à des aliments choisis et en soutenant les différentes expérimentations locales et communales de sécurité sociale de l'alimentation
- **Instaurer une Sécurité sociale funéraire**



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Notre modèle social n'est plus viable

Chaque année, le Gouvernement impose de nouvelles coupes dans notre système de santé. À rebours de cette politique, nous défendons l'ambition fondatrice de la Sécurité sociale : que chacun·e cotise selon ses moyens et bénéficie de soins selon ses besoins. Depuis dix ans, la macronie multiplie les déremboursements, avec le soutien du RN qui prévoit de faire 36 milliards d'euros d'économies sur la Sécu en un quinquennat, faisant peser sur les assuré·es des dépenses toujours plus lourdes. S'y ajoute une hausse de 40 % du prix des mutuelles en 4 ans. Résultat : le renoncement aux soins atteint 73 % de la population, soit une hausse de 10 points en deux ans.

ON ENTEND SOUVENT

La Sécurité sociale rembourse déjà intégralement les plus pauvres

Alors que les déremboursements de soins touchent deux fois plus les 20 % les plus pauvres que les 20 % les plus riches, le 100 % Sécu constitue un projet de justice sociale : il permettrait de réduire les dépenses de santé qui pèsent sur les Français·es. Aujourd'hui, le reste à charge s'élève en moyenne à 495 € par an, auxquels s'ajoutent les cotisations aux mutuelles. Pourtant, près de 20 % des budgets des mutuelles sont consacrés à leurs frais de gestion, contre seulement 1 à 4 % pour la Sécurité sociale, selon les branches. Intégrer les assurances maladie complémentaires à la Sécurité sociale permettrait donc de simplifier le système de santé, de réduire les coûts de gestion et de mieux soigner, tout en garantissant un accès aux soins plus égalitaire.

ON ENTEND SOUVENT

Le trou de Sécu est abyssal

Le « trou de la Sécu » n'existe pas. Mais il existe des recettes qui sont détournées à d'autres fins que le financement de la Sécurité sociale, comme l'affectation de fonds à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES), qui prive chaque année les caisses de la Sécurité sociale de près de 20 milliards d'euros pour enrichir des prêteurs sur les marchés financiers. De plus, chaque année, ce sont près de 100 milliards de manque à gagner pour la Sécu, du fait des politiques d'exonération de cotisations sociales. Elles profitent principalement aux grandes entreprises et aux plus riches, tout en ayant un effet très faible - voire inexistant - sur l'emploi. Nous devons progressivement sortir de ces politiques néolibérales qui vident les caisses des travailleur·euses.

% Chiffres-clés

495 €

C'est le montant annuel moyen du reste à charge des Français·es sur leurs dépenses de santé selon la Drees, sans compter le prix des mutuelles.

73 %

C'est la part de la population qui indique avoir renoncé à des soins dans le dernier baromètre de la Fédération hospitalière de France ; 40 % indiquent des raisons financières comme principal facteur de renoncement.

Faire place à toute la Nouvelle France : garantir l'égalité réelle

Mesures

- **Adopter une loi de lutte contre les violences sexistes et sexuelles** à l'encontre des femmes et des enfants et allouer les 3 milliards de budget demandés par les associations
- **Mettre en œuvre un plan d'action pour analyser, prévenir et lutter contre l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les formes de racisme** et y allouer le milliard de budget nécessaire
- **Constitutionnaliser le droit fondamental de disposer de soi** en toutes circonstances
- **Affirmer l'objectif de désinstitutionnalisation de la gestion du handicap**



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

La Nouvelle France divise le peuple français

La Nouvelle France n'est ni un projet à venir, ni une menace pour notre identité : elle est le peuple français tel qu'il existe aujourd'hui. La France d'aujourd'hui n'est plus celle de 1958, année d'instauration de la Ve République. Les femmes peuvent avoir un compte en banque sans l'accord de leur mari, une famille sur quatre est une famille monoparentale, un·e Français·e sur trois a un grand-parent étranger : voici la réalité des transformations sociales, démographiques et culturelles de notre pays sur les 70 dernières années. Cette Nouvelle France, c'est aussi l'émergence politique d'un bloc populaire, porté notamment par la jeunesse qui refuse les discriminations et le mépris. L'enjeu est de permettre à cette Nouvelle France, trop longtemps invisibilisée et méprisée, de s'affirmer. Face au fantasme raciste et complotiste du « grand remplacement », nous mettons en avant la créolisation, qui ne détruit pas notre société mais la construit. Face à celles et ceux qui cherchent à opposer les Français·es, nous défendrons toujours l'unité du peuple autour d'un projet de rupture, de justice sociale et l'exercice de droits nouveaux.



ON ENTEND SOUVENT

Le racisme est déjà puni par la loi, vous allez faire quoi en plus ?

Les discriminations racistes restent profondément ancrées dans notre société et leurs auteurs bénéficient encore trop souvent d'une forme d'impunité. Chaque année, 1,2 million de personnes sont victimes d'atteintes à caractère raciste, mais 97 % ne portent pas plainte. En 2024, seules 1 907 condamnations ont été prononcées pour plus de 10 000 affaires traitées par la justice. Beaucoup de victimes renoncent à porter plainte, faute de pouvoir prouver les discriminations ou par peur de ne pas être entendues. Ces pratiques persistent dans l'emploi, les administrations et jusque dans les technologies, dont les biais peuvent reproduire les inégalités existantes. Il est temps d'en finir réellement avec toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et d'islamophobie. Cela nécessite un budget à la hauteur de nos ambitions. Nous mettrons en œuvre un plan d'action d'un milliard d'euros, qui comprendra notamment la formation de l'intégralité du personnel en lien avec les victimes, la prise en charge des soins par le 100 % Sécu, ou encore l'augmentation des moyens des services statistiques, pour améliorer la connaissance des phénomènes et les prévenir. C'est une condition *sine qua non* pour une vie meilleure et pour garantir réellement l'égalité des droits.

ON ENTEND SOUVENT

L'égalité entre les femmes et les hommes, c'est une réalité aujourd'hui

Les femmes gagnent en moyenne 22 % de moins que les hommes et constituent 70 % des travailleurs pauvres. La précarité féminine continue d'augmenter. Les nouvelles réalités sociales du pays se caractérisent également par l'explosion du nombre de familles monoparentales. Elles représentent désormais un quart des familles françaises et 85 % d'entre elles sont portées par des femmes. Une mère isolée sur trois vit sous le seuil de pauvreté. 42 % sont contraintes au travail à temps partiel, non par choix mais par nécessité, faute de solutions de garde accessibles. L'inégalité entre les femmes et les hommes se caractérise également par les violences systémiques que subissent les femmes. En France, environ 230 000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol chaque année ; une victime de viol ou d'agression sexuelle sur deux était mineure au moment des faits. Un féminicide est commis tous les trois jours. Moins d'une victime sur dix porte plainte. Ce système patriarcal est un obstacle au développement de l'humanité.

ON ENTEND SOUVENT

Les LGBTIphobies, c'est fini

Le bilan du macronisme concernant les droits des personnes LGBTI est délétère. 5e État européen pour les droits LGBTI en 2017, notre pays est désormais à la 15e place. En parallèle de ce recul, l'internationale réactionnaire menace. L'extrême droite instrumentalise la lutte contre l'homophobie à des fins transphobes, racistes et xénophobes. Cette offensive réactionnaire cible aujourd'hui intensément les personnes trans, sur la base de paniques morales qu'elle orchestre. Tout ceci alimente une hausse extrêmement inquiétante des violences LGBTIphobes, qui restent encore largement sous-déclarées. Les agressions au travail sont la réalité d'un·e salarié·e LGBTI sur quatre. La moitié des personnes continue de cacher son orientation sexuelle ou identité de genre à son entourage professionnel. L'égalité entière des droits reste donc à conquérir pour que plus personne n'ait à se cacher pour vivre et aimer librement.

ON ENTEND SOUVENT

Les obstacles aux personnes en situation de handicap ont été levés

C'est faux. Beaucoup reste à faire, plus de 20 ans après la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Le bilan est sans équivoque : les promesses n'ont pas été tenues et le cadre législatif n'est même pas appliqué. En 2023, la France a été condamnée pour violation de la Charte sociale européenne au regard des droits des personnes en situation de handicap. Le handicap n'est pas une fatalité individuelle, mais le fruit de la société validiste. Cette domination s'exprime dans l'impossibilité pour des millions de personnes d'accéder aux transports, au logement, à l'école, au travail, à la culture, à la vie sociale et politique. Nous agirons pour l'autonomie et l'émancipation de toutes et tous.

% Chiffres-clés

97 %

Des victimes d'atteintes à caractère raciste ne portent pas plainte.

22 %

C'est la part du handicap dans les saisines reçues par le Défenseur des droits. Il est le premier motif de discrimination en France depuis 8 ans.

164

C'est le nombre de femmes victimes de féminicides en 2025.

64 %

C'est le taux de pauvreté des personnes trans (contre 15 % dans la population générale).

Garantir la sûreté et la justice : rendre la justice au nom du peuple et refonder une police républicaine

Mesures

- **Refonder le service public de la police** pour garantir le droit à la sûreté
- **Abroger la loi Cazeneuve** sur le refus d'obtempérer, et refuser la loi « permis de tuer XXL » instaurant une présomption de légitime défense pour les policiers
- **Rétablir la police de proximité** comme pilier du service public et démanteler les BAC (brigades anticriminalité) et les BRAV-M (Brigades de répression des actions violentes motorisées)
- **Assurer un meilleur accès de toutes et tous à la justice,** en augmentant notamment l'aide juridictionnelle et en veillant au retour des tribunaux de proximité
- **Créer un service public d'accueil, d'accompagnement et de prise en charge des victimes**



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Ça n'existe pas les violences policières

Trois organes de l'ONU ont déjà condamné officiellement la France pour violences policières. Depuis 2016, les violences policières ont été multipliées par deux. 52 personnes sont décédées suite à une intervention des forces de l'ordre en 2024, c'est cinq fois plus qu'en 2010. Ces chiffres découlent de choix politiques. Depuis la promulgation de la loi Cazeneuve, dite « permis de tuer », une personne a été tuée tous les deux mois en moyenne suite à un refus d'obtempérer en France. En Allemagne, c'est une en dix ans. Les violences policières qui découlent de ces politiques restent pourtant souvent impunies. Cette loi du silence a été dénoncée par plusieurs policiers. Il faut réorganiser la police de la cave au grenier, avec un vaste plan de recrutement et une meilleure formation. Nous voulons des « gardien·nes de la paix », pas des « forces de l'ordre ».

ON ENTEND SOUVENT

Vous êtes anti-flics

Nous considérons que la police est un service public essentiel pour les citoyens et les libertés. Aujourd'hui, le travail de la police est centré sur une politique de répression et du tout-surveillance pourtant inefficace. La systématisation des contrôles d'identité est source de tension avec la police et de pratiques discriminatoires. Cette affirmation n'est pas uniquement la nôtre mais celle du Conseil d'État, qui a montré une discrimination systémique dans les contrôles d'identité. La police a besoin de moyens et d'une réorganisation autour de deux pôles complémentaires : création d'une police de proximité, accessible aux citoyen·es et connaisseuse du terrain, et revalorisation de la police judiciaire afin de lutter de manière efficace contre le crime organisé (pédocriminalité, traite d'êtres humains, trafic d'armes et de stupéfiants, fraude fiscale et blanchiment, etc.) et les féminicides.

ON ENTEND SOUVENT

Il faut mettre plus de gens en prison

Macron a essayé la surenchère répressive et liberticide, et les résultats sont mauvais. La France comptait 90 020 détenus au 1er septembre 2026, un nouveau record, avec un taux de densité carcérale à 176 % dans les maisons d'arrêt. Pourtant, le trafic et le crime organisé ont encore pignon sur rue tandis que les condamnations de « petites mains » se multiplient sans réellement toucher les réseaux du crime organisé. La prison ne remplit pas sa promesse de réinsertion. Un tiers des détenu·es libéré·es récidivent dans l'année de leur sortie de prison et 63 % d'entre eux dans les cinq ans. Les études montrent pourtant que les aménagements de peine comme la libération conditionnelle et le placement sous surveillance électronique permettent de réduire fortement la récidive. Mettre chaque personne qui enfreint la loi en prison est ainsi au mieux inutile, au pire contre-productif, tout en augmentant la surpopulation carcérale.



ON ENTEND SOUVENT

La loi est la même pour tout le monde, donc la justice est la même pour tout le monde

En principe, la loi garantit l'égalité de toutes et tous devant la justice. Dans les faits, l'accès est rendu difficile par le coût des démarches, les procédures à rallonge, les discriminations et l'éloignement des tribunaux. Le budget 2026 a mis en place une taxe de 50 euros sur les victimes pour accéder aux procédures du quotidien, montant que le RN veut augmenter. La logique gestionnaire dictée par le néolibéralisme a mené à un recul des droits de la défense : les agent·es sont soumis·es à une charge de travail intenable et les justiciables sont abandonné·es à leur sort, tandis que 86 % des Français·es estiment que la justice est trop lente. Une révolution judiciaire est donc nécessaire, pour un service public assurant la défense de l'intérêt général et l'égalité entre les justiciables, pour une justice indépendante et conforme aux principes républicains.

% Chiffres-clés

52

C'est le nombre de décès liés à une intervention policière en 2024. C'était 22 en 2016.

x 12

Les jeunes hommes perçus comme noirs, arabes ou maghrébins ont douze fois plus de risques de subir un contrôle d'identité approfondi que le reste de la population, selon le Défenseur des droits (2025).

11,15

C'est le nombre de juges en France pour 100 000 habitants. La moyenne européenne est de 19, plaçant la France 20e du classement sur 26.

Qualifier tout le monde : une école de l'égalité et de l'émancipation

Mesures

- **Abolir les plateformes Parcoursup et MonMaster** et créer 250 000 places dans les formations de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) public
- **Lancer un grand plan de recrutement** de personnel dans l'Éducation nationale et dans l'ESR
- **Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique,** y compris les cantines, le transport, les activités périscolaires, les manuels scolaires et les fournitures
- **Réduire partout les effectifs par classe** pour faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves par classe, en priorisant les maternelles et les classes des actuels réseaux d'éducation prioritaire (REP)
- **Instaurer la gratuité totale de l'université** (de la licence au doctorat), quelle que soit la nationalité des étudiants, et supprimer la CVEC



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

L'école est déjà gratuite

L'égalité réelle passe par la gratuité. La gratuité des repas, des transports et des fournitures scolaires permettrait de soulager les familles modestes du poids financier de la scolarité. Elle contribuerait également à limiter l'emprise du marché sur l'école. Dans l'enseignement supérieur, la gratuité est tout aussi indispensable pour que le coût des études ne constitue jamais un obstacle à l'accès au savoir et à la formation. Cette ambition constitue une priorité politique pour reconstruire une école de l'égalité et de l'émancipation, une école dans laquelle tous les élèves sont capables d'apprendre.

ON ENTEND SOUVENT

La crise de l'enseignement est liée à la massification : on a besoin de sélectionner

Qualifier tout le monde, c'est refuser un tri social et précoce. Les groupes de niveaux et le « choc des savoirs » renforcent la ségrégation scolaire et sociale. Aujourd'hui, des enfants voient leur orientation imposée parce qu'ils ne sont pas dans le bon lycée ou ne peuvent pas accéder à la formation de leur choix. Ce système de tri est devenu le symbole de la trahison de la promesse égalitaire de la République. Il renforce la souffrance psychique de la jeunesse. Pourtant, les besoins en formation sont considérables pour répondre aux besoins écologiques et sociaux du pays. Dans un monde traversé par les urgences, nous avons plus que jamais besoin d'une jeunesse qualifiée et émancipée.

ON ENTEND SOUVENT

Il est impossible de recruter des professeurs massivement, plus personne ne veut faire ce métier

Sans professeurs, pas de qualification. Le manque d'enseignant·es dans les collèges et les lycées publics se traduit par plus de 15 millions d'heures de cours non remplacées chaque année. Sous Macron, les ministres de l'Éducation se sont succédé à un rythme effréné, pas moins de huit depuis 2017, mais ont appliqué une même politique : coupes budgétaires et privatisation de l'école. La crise du recrutement se résoudra en reconnaissant pleinement l'expertise des enseignant·es. Cela passera par une augmentation des rémunérations, la titularisation des contractuel·les qui le souhaitent et une refonte du système de formation.

Chiffres-clés

70 %

C'est le pourcentage de jeunes qui se déclarent stressé·es par la façon dont est décidée leur orientation.

126 652

C'est le nombre d'élèves qui se sont retrouvé·es exclu·es de l'enseignement supérieur à la rentrée 2026 à cause de Parcoursup, soit un élève sur huit. Un chiffre en constante augmentation d'une année à l'autre.

20 %

C'est l'augmentation de la rémunération des professeurs qui est prévue par le programme de la France insoumise.

Goût du futur : humaniser par la culture et le sport

Mesures

- **Porter la dépense publique consacrée à l'art, à la culture et à la création à 1 % du PIB** par an pour mener une politique culturelle ambitieuse, émancipatrice et à l'image de la France d'aujourd'hui
- **Favoriser la gratuité des activités sportives,** en priorité pour les populations les plus pauvres
- **Créer une association sportive et culturelle dans tous les établissements scolaires du premier degré** pour rendre gratuite et accessible la pratique de ces activités encadrées par des professionnels



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

La culture et le sport sont des loisirs, ce n'est pas à la puissance publique de financer ça

L'être humain ne se résume pas à sa capacité à travailler et à subvenir à ses besoins matériels. Il a besoin de découvrir, d'expérimenter, de créer pour s'épanouir. L'émancipation de chacun·e passe par des expériences sensibles d'altérité ; la possibilité d'un rapport critique et poétique au monde est constitutive de la citoyenneté. Le sport est un lien social précieux, qui donne vie au principe de solidarité et d'entraide. Il est inacceptable que certaines familles renoncent à aller au musée par contrainte économique, ou parce qu'elles ont intériorisé que ce n'était pas pour elles. Mettre en place la gratuité ou des tarifs accessibles pour la pratique du sport et de la culture ainsi que pour les lieux culturels, c'est les rendre matériellement accessibles, mais aussi combattre les barrières sociales qui fragmentent la population ; cela s'insère dans un projet de société émancipateur pour toutes et tous.

ON ENTEND SOUVENT

Le sport, c'est surtout de la compétition : vous allez nuire au rayonnement des équipes françaises

Le sport ne peut pas se résumer au sport professionnel pris dans des enjeux financiers immenses. Cette logique libérale sacrifie le sport amateur, avec de nombreux clubs qui sont obligés de mettre la clé sous la porte. Le Front populaire a laissé en héritage une conception française du sport comme service public, où chacun·e développe ses capacités physiques et son estime de soi dans le respect des autres. Nous nous inscrivons dans cette lignée. L'accès à l'activité physique doit être garanti à toutes et tous, indépendamment de ses résultats et de ses revenus, mais aussi de son sexe, son âge, son origine, sa religion. Par ailleurs, l'émergence et la réussite de véritables champions ne peuvent s'enraciner que dans une pratique populaire et massive.

ON ENTEND SOUVENT

Pourquoi les artistes auraient-ils droit à être payé·es à ne rien faire ?

Depuis les années 60, les artistes et technicien·nes du spectacle dépendent d'un régime spécifique, pour prendre en compte une spécificité de leur métier : le travail discontinu, soit l'alternance irrégulière entre périodes travaillées et chômées, avec des employeurs successifs ou simultanés et des salaires très variables. L'absence possible de travail n'est pas due à celui qui travaille, mais fait partie même du métier. D'où le nom « d'intermittents ».

Il faut non seulement protéger et améliorer ce régime, essentiel pour préserver la création, mais aussi, pour plus de justice, l'étendre à tous les travailleurs discontinus, comme les « extras » de l'hôtellerie-restauration ou les guides-conférenciers.

% Chiffres-clés

44 %

C'est la proportion des Français·es qui renoncent à une activité culturelle pour des raisons financières, 21 % des Français·es le placent comme la première raison.

86 %

C'est la proportion des Français·es qui considèrent la culture comme essentielle à leur qualité de vie.

10 000

C'est le nombre de clubs sportifs qui ont fermé entre 2020 et 2023.

FICHE ARGU N°13

Numérique, mer, espace : se porter aux nouvelles frontières de l'humanité

Mesures

- **Œuvrer à l'approfondissement d'un droit international de la biodiversité marine,** notamment dans les grands fonds
- **Doter la France d'un avion spatial** souverain
- **Lutter contre la course à l'armement spatial** tout en garantissant la souveraineté de la France face aux nouvelles menaces
- **Garantir le droit à un accès minimal gratuit à Internet**
- **Créer la mission nationale de maîtrise de l'intelligence artificielle** ayant pour mission d'impulser le développement des applications de l'intelligence artificielle utiles aux besoins sociaux et écologiques



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Est-ce vraiment le sujet de l'élection présidentielle ?

À travers son histoire, l'humanité s'est toujours projetée vers la frontière d'après, le défi suivant. Nous devons construire de nouveaux horizons de progrès écologiques : c'est grâce à de telles avancées collectives que nous faisons peuple humain.

La mer, l'espace, le numérique et l'intelligence artificielle sont nos nouvelles frontières. Ce sont des biens communs de l'humanité qu'il faut protéger et explorer. Les dirigeant·es politiques s'en désintéressent. Pourtant, les Français·es y excellent, et ce sont d'immenses gisements d'emplois, d'inventions et de progrès écologiques.

La France doit apporter sa contribution et se porter ainsi aux avant-postes de l'humanité.

ON ENTEND SOUVENT

Pourquoi continuer à aller dans l'espace ?

L'exploration spatiale est une aventure humaine incroyable, de celles qui font grandir l'être humain, avancer la connaissance et naître de grandes découvertes scientifiques.

C'est de l'aventure spatiale que sont nés les ordinateurs modernes, les systèmes embarqués, les langages de programmation ou l'imagerie médicale.

Aujourd'hui, c'est depuis la Station spatiale internationale que sont en train d'être développés les bras robotiques qui permettront demain des chirurgies du cerveau auparavant impossibles, ou encore des solutions pour rendre l'eau potable.

Demain, la découverte de l'espace, si nous décidons de la mettre au service du progrès humain et non des voyages touristiques de milliardaires, peut être décisive pour relever les grands défis humains comme le réchauffement climatique.

ON ENTEND SOUVENT

Est-ce qu'on peut vraiment encore lutter contre les GAFAM ?

Internet n'a pas toujours été sous le contrôle des multinationales : les réseaux qui ont donné naissance à Internet ont été créés entre universités et laboratoires, comme ARPANET aux États-Unis, mais aussi Cyclades en France, qui, malgré son abandon par le gouvernement, a joué un rôle décisif pour la suite.

Si les multinationales et la finance s'accaparent cette révolution, comme on le voit notamment avec l'intelligence artificielle, c'est qu'on les laisse faire ou qu'on les y encourage, en privatisant les opérateurs, en laissant au privé le développement des infrastructures, en acceptant leur évasion fiscale massive ou en laissant des monopoles à des entreprises comme Microsoft.

Une autre voie existe, avec une gouvernance mondiale d'Internet, une maîtrise publique des réseaux et infrastructures de télécommunication ou encore la création d'une Agence publique du logiciel libre.

ON ENTEND SOUVENT

La course à l'intelligence artificielle va détruire le travail, les humains et la planète

La course à l'intelligence artificielle telle que la mènent les États-Unis est irresponsable : elle engloutit toujours plus de capitaux, de ressources naturelles, fragilise les travailleurs et met en danger de nombreuses personnes.

Le véritable problème n'est pas la technologie même, mais qui la contrôle et qui profite des richesses qu'elle produit. L'IA n'est pas condamnée à être une nouvelle étape du cauchemar capitaliste, elle peut être mise au service du bien commun et du progrès humain. Elle peut être d'une utilité majeure dans la santé, pour mieux détecter les cancers par exemple, dans la recherche ou encore l'écologie. Nous créerons une mission nationale de maîtrise de l'intelligence artificielle composée de chercheurs de disciplines scientifiques diverses, d'ingénieurs et de parlementaires qui

impulseront le développement d'applications utiles aux besoins sociaux et écologiques. Une Autorité nationale de l'IA évaluera les systèmes d'IA définis comme à haut risque pour s'assurer qu'ils respectent la législation en vigueur et ne risquent pas de mettre en danger la société.

Nous soutiendrons donc une IA fondée sur des petits modèles spécialisés qui améliorent la vie plutôt que des modèles larges beaucoup plus coûteux en argent et en ressources. Nous instaurerons un moratoire sur les data centers non souverains, à l'heure où 90 % des projets en cours dans notre pays sont portés par des acteurs non européens et vont peser sur nos ressources.

L'IA devra être mise au service des travailleurs plutôt que des actionnaires. Nous ouvrirons des concertations entre la mission nationale de maîtrise de l'IA, les entreprises françaises du secteur, les syndicats de branche et les représentants des métiers pour développer des modèles d'IA visant à assister les travailleurs dans leurs tâches plutôt qu'à les surveiller ou les remplacer. Dès lors, la technologie pourra libérer du temps à toutes et tous pour s'épanouir culturellement, ou sportivement ; elle ne sera pas une aliénation de plus.

Affirmer que la course à l'IA va nécessairement détruire la planète revient à considérer que nous n'avons aucune prise sur son développement : une IA plus sobre avec des modèles plus petits, moins consommateurs et placée au service du progrès humain est possible.

% Chiffres-clés

2e

La France est le deuxième territoire maritime du monde, avec 10,2 millions de km2 répartis sur 3 océans. Elle compte 18 450 km de côtes et 22 860 km de frontières maritimes.

1965

Le 26 novembre 1965, la France lance son premier satellite. Elle devient la 3e puissance spatiale, aux côtés de l'URSS et des États-Unis.

15 %

C'est le pourcentage de la population française en situation d'illectronisme.

FICHE ARGU N°14

Éradiquer les maladies écologiques

Mesures

- **Planifier la réduction progressive des doses d'engrais et de pesticides, interdire immédiatement les plus dangereux** (glyphosate, néonicotinoïdes) et l'importation de productions qui en contiennent
- **Adopter un plan d'éradication des maladies chroniques** liées à l'exposition aux pollutions (pesticides, radioactivité, amiante, produits chimiques, etc.) et établir un plan d'urgence pour la dépollution rapide des régions durablement polluées en France, dont en priorité la Guadeloupe et la Martinique, victimes du chlordécone
- **Lutter contre le cadmium** dans les engrais et dans l'alimentation, lancer un plan de réduction de la pollution déjà présente et prendre en charge un réel suivi médical pour les personnes exposées
- **Fixer des taux maximaux de sel, de sucre et d'acides gras saturés dans les aliments transformés** et garantir l'application de la loi dans les Outre-mer



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Les maladies sont des fatalités

Endométriose, infertilité, cancers, diabète : tous ces problèmes de santé sont au moins partiellement liés au mode de production capitaliste. La science a prouvé que la prolifération de l'ensemble de ces maladies est favorisée par de nombreux facteurs directement liés au système capitaliste et à la priorité donnée aux profits.

La première grande menace pour la santé regroupe toutes les substances dangereuses auxquelles les industriels nous exposent. Les multinationales de l'agroalimentaire font de l'alimentation ultra-transformée un marché très rentable au mépris des consommateur·ices qu'elles intoxiquent en connaissance de cause. Les industries fossiles continuent de polluer les terres et les eaux en contaminant le monde, d'autres nous exposent aux microplastiques, aux perturbateurs endocriniens, au cadmium ou à la pollution de l'air, nous laissant seuls face au risque de contracter des maladies chroniques.

La deuxième grande menace est le risque lié à l'exploitation au travail. L'intensification des cadences pour atteindre les rentabilités imposées par les actionnaires est dangereuse pour la santé. Les trois quarts des ouvrier·es sont soumis à au moins trois contraintes physiques, la France est championne d'Europe des dépressions liées au travail et près d'un million d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont officiellement déclarés chaque année.

Enfin, le capitalisme fait aussi peser sur l'humanité la menace latente de l'explosion de zoonoses, ces maladies transmissibles entre l'homme et les animaux, du fait d'élevages intensifs où se concentrent parfois des millions d'animaux gavés d'antibiotiques pour produire toujours plus d'une nourriture qui sera pour un tiers gaspillée. Au lieu de freiner la machine infernale du capitalisme, le gouvernement allié à l'extrême droite a accéléré le développement des fermes-usines dans la loi Duplomb.

Le capitalisme représente un danger direct pour la santé des êtres humains, en particulier celle des plus vulnérables.

ON ENTEND SOUVENT

Les macronistes et le RN protègent la santé des Français·es

Les agriculteurs et agricultrices sont rendus malades par les produits vers lesquels un modèle agricole à bout de souffle les a poussés. Dans le refus systématique de la recherche d'alternatives à un modèle toxique, la Macronie et l'extrême droite s'allient systématiquement aux lobbyistes de l'agrobusiness en menant une politique taillée sur mesure pour les gros exploitants (loi Duplomb, loi d'urgence agricole, accord UE/Mercosur), peu importe le consensus scientifique ou l'avis du peuple de France. Les profits générés par ce qui rend malade sont privatisés, les conséquences des maladies sont collectivisées.

Pour endiguer cet empoisonnement qui découle de choix politiques, nous apporterons des réponses politiques. Nous sortirons de la course libérale au gigantisme agricole. Nous reviendrons sur l'interdiction des pesticides les plus dangereux et renouerons avec la communauté scientifique méprisée pour trouver des alternatives. Nous sommes entrés dans une ère où la lutte pour un autre monde impose de contrer celles et ceux qui disséminent le doute.

ON ENTEND SOUVENT

Les malades sont responsables de leur situation

Les malades sont sans cesse exposé·es à un discours moralisateur faisant croire à leur responsabilité individuelle dans leur maladie. On leur dit qu'il suffirait de mieux manger, de bouger davantage, de cesser de boire ou de moins fumer. Ce récit détourne le regard des causes structurelles et écologiques des maladies : exposition aux pesticides, aux UV, aux particules fines, aux PFAS, à d'autres perturbateurs endocriniens. 300 000 cancers détectés chaque année sont liés à des facteurs environnementaux, selon l'Agence européenne de Santé. Les maladies écologiques concernent tout le monde mais ne nous touchent pas avec la même violence. Elles sont le règne de l'injustice environnementale.

ON ENTEND SOUVENT

L'État a fait ce qu'il fallait pour protéger les Outre-mer des pesticides dangereux

Le scandale du chlordécone est une illustration criante du manquement de l'État vis-à-vis des Outre-mer. Aux Antilles, ce pesticide a empoisonné pour des siècles les sols, les rivières, les troupeaux, les cultures et la mer. 92 % des Martiniquais·es et 95 % des Guadeloupéen·nes sont contaminé·es, et au moins 77 % des ouvriers et ouvrières agricoles ont été directement exposé·es. Plus généralement, les premières victimes de l'industrie chimique sont les populations marginalisées qui habitent dans des pays non occidentaux. L'histoire a commencé bien avant nous, et se poursuit avec Syngenta, qui réalise environ 40 % de son chiffre d'affaires grâce à des pesticides classés extrêmement dangereux (paraquat, thiaméthoxame, chlorothalonil, diquat), pour la plupart interdits en Europe, et vendus notamment au Brésil, en Inde ou au Kenya. Selon l'enquête de Public Eye, l'Union européenne a exporté plus de 122 000 tonnes de pesticides interdits sur son propre sol. Un rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme décrit cette pratique comme du « racisme environnemental ». Les métropoles coloniales ont contracté une dette écologique qu'il est urgent de reconnaître.

% Chiffres-clés

18 %

C'est l'augmentation des cancers pédiatriques entre 2003 et 2019 selon l'Assurance Maladie.

300 000

C'est le nombre de cancers détectés chaque année qui sont liés à des facteurs environnementaux, selon l'Agence européenne de Santé.

3,2 milliards

C'est le coût en euros du préjudice estimé pour restaurer les écosystèmes pollués par le chlordécone aux Antilles.

Constituante : passer à la 6e République

Mesures

- **Convoquer une Constituante** pour passer à la 6e République
- **Instaurer le Référendum d'initiative citoyenne (RIC),** par lequel les citoyens qui réunissent suffisamment de signatures peuvent révoquer des élus, ou bien proposer ou abroger une loi et modifier la Constitution
- **Passer à une 6e République** qui soit un régime parlementaire stable et d'intervention citoyenne
- **Démanteler les empires médiatiques des milliardaires**



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Pourquoi faire une Assemblée constituante ?

La Ve République a fait son temps. Depuis son adoption en 1958, le peuple français a changé. Il fallait avoir 21 ans pour voter, à l'époque, et donc être né en 1937 ou avant. Ceux qui l'ont fait ont donc aujourd'hui 89 ans ou plus. Autrement dit, 99 % des Français·es vivant actuellement n'ont pas voté pour ce texte. Le peuple de 2026 n'est plus le même que celui de 1958. Les exemples de cette mutation abondent. Les conditions matérielles d'existence des femmes sont fondamentalement différentes : le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) a été constitutionnalisé et elles peuvent désormais ouvrir un compte en banque sans l'accord de leur mari. Ce n'était pas le cas en 1958. Le nombre de divorces a triplé en 50 ans et aujourd'hui une famille sur quatre est monoparentale contre une sur dix en 1975. Le niveau d'éducation et de qualification s'est élevé de façon radicale. On habite moins souvent dans son département de naissance qu'avant, on vit plus vieux qu'avant, etc. Pour ce nouveau peuple, il faut une organisation différente des pouvoirs politiques, adaptée au nouvel état de la société, de ses besoins et de ses aptitudes. C'est ce que demandent l'abstention massive et le rejet populaire actuels de tous les pouvoirs. Le peuple français ne se reconnaît plus dans ses institutions politiques, il doit pouvoir les reconstruire à son image via l'Assemblée constituante.



ON ENTEND SOUVENT

Comment rendre la parole au peuple ?

Le principe de la 6e République doit être la souveraineté permanente du peuple. Il faut donc de nouveaux outils institutionnels permettant son expression, et la combinant avec la nécessaire stabilité. Ce sera le rôle de nouveaux référendums d'initiative citoyenne pour proposer une loi, abroger une loi, modifier la Constitution ou révoquer un élu. Ces mécanismes existent dans des pays ou des États fédérés (au Mexique, en Équateur, dans des États états-uniens, des länder allemands ou des cantons suisses) et fonctionnent sans provoquer de chaos. Ils sont indispensables pour rompre avec de véritables coups de force démocratiques comme le non-respect du référendum sur la Constitution européenne en 2005, l'adoption de la retraite à 64 ans sans vote du Parlement ou le non-respect du résultat des élections législatives de 2024.

ON ENTEND SOUVENT

Comment ça marche la Constituante ?

Dans les semaines qui suivent son investiture, le nouveau président de la République soumet à référendum un projet de loi convoquant l'Assemblée constituante. Une fois désigné·es, les constituant·es élaborent le projet constitutionnel par un dialogue permanent avec le peuple et ses représentant·es : cahiers de doléances, mécanismes d'interpellation citoyenne des membres de l'Assemblée constituante, forums citoyens, diffusion numérique de tous les échanges, etc. En cas de vote positif, la Constitution de la 6e République serait promulguée dans la foulée. En cas de vote négatif, la Constituante reprendrait ses travaux.

ON ENTEND SOUVENT

La Constituante, ça n'a pas marché au Chili

Ce n'est pas parce que le processus constituant chilien n'a pas abouti au résultat escompté que le processus constituant français est condamné par avance. On sait ce qui n'a pas fonctionné au Chili et les erreurs qu'il ne faut pas reproduire. De plus, nous garantirons l'implication des citoyens dans le processus et leur information sur le contenu pour que chacun puisse choisir de manière libre et éclairée l'avenir constitutionnel du pays !

% Chiffres-clés

6 sur 10

C'est le nombre de Français·es qui sont favorables à une nouvelle Constitution.

9

C'est le nombre de milliardaires qui détiennent 90 % de la presse française.

8 sur 10

C'est le nombre de Français·es favorables au Référendum d'initiative citoyenne.

Libérer l'Europe du libéralisme : construire un bloc de bifurcation

Mesures

- **Inscrire dans la Constitution française un principe de non-régression écologique et sociale** qui implique que la France transcrive dans son droit national les règles européennes seulement si elles améliorent l'existant en matière de protection sociale, de protection de l'environnement et de respect des droits humains
- **Appliquer un droit d'objection souveraine à certaines politiques européennes** dès lors que cette suspension est indispensable à l'application de notre programme
- **Construire des coalitions avec les États,** notamment du Sud de l'Europe, qui partagent des intérêts avec la France
- **Rompre avec le libéralisme du traité de Lisbonne,** en proposant s'il le faut une Convention de révision des traités ou la négociation d'un nouvel accord général
- **Suspendre l'accord d'association UE-Israël** qui rend l'Union européenne complice du génocide à Gaza



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Pas besoin de quitter l'Europe pour appliquer un programme désobéissant

Selon les traités européens, le droit européen prime le droit national français. Autrement dit, le droit français doit être conforme au droit européen. Les traités et le droit européens sont d'inspiration ordolibérale, c'est-à-dire une variante du libéralisme fondée sur le présupposé que le seul rôle de la puissance publique est d'organiser la concurrence libre et non faussée par des règles de droit. Une telle philosophie est résolument contraire à celle qui anime *L'Avenir en Commun*. Fort logiquement, le droit de l'Union européenne empêcherait l'application de plusieurs mesures de notre programme : les règles européennes en matière de concurrence nous empêcheraient de constituer des pôles publics et de les financer pour les sortir des logiques de marché ; les mêmes règles nous interdiraient de privilégier une production locale dans le cadre des marchés publics, etc. Faire croire qu'un programme de rupture puisse s'appliquer dans le cadre du droit européen ce serait mentir aux Français·es. Notre engagement est simple : nous appliquerons notre programme ! Nous agirons et dialoguerons pour que la volonté du peuple français soit respectée en tous lieux et en toutes circonstances. Pour cela, nous assumons que la France désobéisse unilatéralement à certaines règles européennes et engage les dialogues nécessaires pour faire comprendre le sens de nos décisions.



ON ENTEND SOUVENT

La France n'a pas assez de poids pour négocier avec l'Europe

Les tensions négociées sont la norme en Europe. Constamment, des États membres menacent de bloquer des décisions ou de suspendre leur participation pour obtenir gain de cause. En son temps, par sa politique de la chaise vide, le général de Gaulle avait obtenu le compromis du Luxembourg, donnant à un État membre un droit de veto lorsque ses intérêts vitaux sont menacés par une décision européenne. Margaret Thatcher avec son célèbre « I want my money back » avait obtenu un rabais permanent sur la contribution britannique au budget de l'Union européenne. Plus récemment, les États du Nord de l'Europe ont menacé de bloquer le Plan de relance européen afin d'obtenir des rabais sur leurs contributions budgétaires. Aujourd'hui, la France paie près de 2 milliards d'euros par an pour payer à leur place les rabais de pays plus riches que nous ! La France n'est pas moins pourvue de moyens d'être entendue que l'Allemagne ou les Pays-Bas à qui nous ne reconnaissons aucun rôle dirigeant supranational : elle peut peser sur l'adoption de tout nouvel accord de libre-échange, elle peut mettre en jeu sa contribution au budget de l'Union européenne, etc.



ON ENTEND SOUVENT

Vous n'allez pas pouvoir vous soustraire au droit européen

La France peut désobéir au droit européen. De nombreuses nations de l'Union le font depuis longtemps . Elle-même le fait déjà ! Malheureusement Emmanuel Macron ne désobéit aux règles européennes que pour être encore moins-disant en matière écologique et sociale ! Par exemple en matière de qualité de l'air, ou en refusant de transposer la directive sur les travailleur·euses des plateformes. La France n'est d'ailleurs pas la seule à désobéir : en réalité, la désobéissance au droit européen est monnaie courante dans tous les États membres, sans encourir de sanctions ni provoquer de divorces. L'Allemagne et les Pays-Bas ont contrevenu pendant des années (sans jamais être sanctionnés) aux règles encadrant le niveau d'excédent commercial. Les règles européennes en matière de déficit budgétaire ont été constamment enfreintes par les États membres, y compris par l'Allemagne. Certains États membres parviennent même à négocier, voire à imposer de fait, des exonérations permanentes de participation à certaines règles européennes : ce sont ce qu'on appelle des *opt-out*. Le Danemark a ainsi obtenu de ne pas adopter l'euro de manière pérenne ; la Suède est parvenue à imposer la même exonération dans les faits. La France peut donc tout à fait désobéir seule au droit européen et exercer un droit d'objection souveraine à certaines politiques européennes. Elle doit assumer d'engager avec les institutions européennes une attitude souveraine dans le dialogue.

ON ENTEND SOUVENT

Désobéir, c'est s'isoler

La France occupe une place particulière au sein de l'Union européenne : elle est la deuxième économie et la deuxième population de l'Union européenne, elle est contributrice nette au budget de l'Union européenne, et surtout elle est un membre fondateur. Si la France décide de désobéir au droit européen et d'engager des politiques alternatives, elle ne sera pas seule. D'autres États membres ont déjà exprimé le souhait de rompre avec certaines politiques absurdes telles que le marché européen de l'électricité. Si la France met son poids politique, économique et démographique dans la balance, elle peut constituer une force d'entraînement décisive. L'Union européenne a toujours été un espace où la coopération est à géométrie variable et où des coalitions de pays peuvent former des minorités interdisant l'adoption de certaines décisions. Avec les États qui partagent ses intérêts et se reconnaissent dans le cap politique qu'elle propose, la France pourra former un bloc de bifurcation au sein de l'Union européenne.

% Chiffre-clé

30,9 milliards d'euros

C'est la contribution française au budget de l'Union européenne. La France est la 2e contributrice et elle est une contributrice nette : elle verse à l'Union européenne 9 milliards d'euros de plus que ce qu'elle reçoit en contrepartie.

Une France indépendante au service de la paix

Mesures

- **Se retirer immédiatement du commandement intégré de l'OTAN,** puis, par étapes programmées, de l'organisation elle-même
- **Stopper l'érosion du réseau diplomatique français et organiser son redéploiement**
- **Engager la formation d'une nouvelle entente altermondialiste**
- **Engager de nouvelles coopérations internationales** autour d'objectifs d'intérêt général



Répondre aux idées reçues

ON ENTEND SOUVENT

Les États-Unis sont nos alliés

Les États-Unis ont toujours regardé de haut leurs partenaires. Avec Trump, ils se comportent comme un adversaire, comme lorsqu'ils ont menacé de prendre le contrôle du Québec, infligé des droits de douane à l'Union européenne sans contrepartie, fait pression sur eux pour qu'ils paient plus cher leurs médicaments, imposé aux membres de l'OTAN de porter à 5 % de leur PIB leurs dépenses militaires, ou encore ont violé la souveraineté du Groenland.

Désormais, les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme des alliés. En restant alignés militairement sur cette puissance belliciste, nous risquons d'être entraînés dans une guerre généralisée. Nous refusons le principe de l'alliance militaire permanente : elle prive la France de son autonomie et de sa capacité de dialogue. La France s'est déjà retirée du commandement intégré de l'OTAN, pendant 43 ans, entre 1966 et 2009. En quittant l'OTAN, la France enverra un signal au monde. Elle se présentera comme une force disponible pour s'opposer aux guerres des suprémacistes, États-Unis et Israël en tête.





ON ENTEND SOUVENT

La nouvelle donne internationale oblige à multiplier les guerres

Le monde est en cours de recomposition politique. Il y a une disponibilité pour un autre ordre du monde, soustrait à la domination américaine. Mais nous ne voulons pas d'un monde fragmenté en grands empires concurrents. Car la compétition acharnée conduit à la guerre. Nous aspirons à un cadre international ordonné, en paix.

La paix ne se proclame pas : il faut s'assurer que ses conditions économiques soient réunies, en refusant la domination financière et l'étau de la dette, et en développant des échanges équilibrés entre les pays, et ses conditions écologiques également, en refusant le principe de l'extractivisme de droit, et en luttant contre l'insécurité écologique qui provoque des tensions sur les ressources.

Nous refuserons la logique des G7 et G20, qui imposent les intérêts des grandes puissances au reste de l'humanité. L'ONU et le droit international doivent primer sur les intérêts des États. Il faut œuvrer à la formation de positions diplomatiques collectivistes, fondées à partir de l'intérêt général humain.

ON ENTEND SOUVENT

Sans l'OTAN, la France sera isolée

Être non-aligné ne veut pas dire être isolé. Il s'agit de bâtir de nouvelles coopérations de causes communes : lutte contre le bouleversement climatique, régulation de l'IA, biens communs spatiaux, santé. La France peut d'abord trouver des alliés autour de la mer Méditerranée : 500 millions de personnes habitent dans un pays riverain, sur 3 continents. Ils et elles sont concerné·es par les mêmes problématiques de multiplication des feux de forêt, de chute de la biodiversité et de pollution des eaux. Elle peut également en trouver dans la francophonie : dans moins de 25 ans, 500 à 700 millions de personnes parleront la langue commune, principalement sur le continent africain. Nous pouvons construire un espace de francophonie des peuples autour des universités ou encore de la coopération spatiale. Par ses territoires ultramarins, la France est présente sur tous les continents. Elle peut intégrer leurs ensembles régionaux, en Amérique du Sud, aux Antilles, en Afrique ou en Asie du Sud-Est. Nous devons également coopérer avec la Chine. Acteur majeur de la transition énergétique, c'est aussi une superpuissance scientifique, médicale, et spatiale. Le futur ne se construira pas sans elle. Enfin, le Canada, en passant un partenariat exigeant avec la Chine et en rompant ses relations commerciales avec les États-Unis après qu'ils s'en sont pris au Québec, s'affiche comme une force disponible pour constituer un espace géopolitique non-aligné.



ON ENTEND SOUVENT

La France insoumise soutient la Russie face à l'Ukraine

C'est le contraire : Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise ou son groupe parlementaire ont condamné l'invasion russe en Ukraine dès la première heure de celle-ci. Le cessez-le-feu et le retrait des troupes russes du territoire ukrainien sont d'ailleurs les deux premiers points mis en avant dans *L'Avenir en Commun* comme objectifs de la France pour ce conflit. Nous défendons un chemin de paix qui ne se fasse pas qu'avec les Russes et les États-Uniens autour de la table, sur le dos des populations ukrainiennes et des intérêts européens et français. C'est pourquoi nous mettons comme condition à toute modification de frontières le vote sous contrôle international des populations concernées. Nous voulons aussi obtenir des garanties de sécurité pour le continent comme l'interdiction des missiles de portée intermédiaire, qui existait en Europe pendant la guerre froide. Nous souhaitons par ailleurs poursuivre l'aide de la France à l'Ukraine pour se défendre et se reconstruire. Mais nous refusons tout ce qui ferait de nous des cobelligérants ou des agresseurs du peuple russe. De plus, nous critiquons les 325 conditionnalités européennes imposées au peuple ukrainien en échange (facilitation du rapatriement de dividendes, libéralisation du rail, démantèlement du Code du travail pour faciliter les licenciements, etc.).

% Chiffres-clés

700 millions

C'est le nombre de francophones qu'il y aura sur terre en 2050. Nous proposons de faire de cette richesse la base de véritables coopérations entre les peuples.

65

C'est le nombre de conflits impliquant au moins un État en 2025, soit un record historique depuis 1946.

JOURNAL DE CAMPAGNE



Journal de campagne



Combien de personnes avez-vous convaincues de voter pour Jean-Luc Mélenchon ?

NOM ET PRÉNOM	A SIGNÉ SUR melenchon2027.fr ?	INSCRIT SUR LES LISTES ÉLECTORALES ?	A REJOINT UN GROUPE D'ACTION ?	COMMENTAIRES
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	
	☐	☐	☐	



Racontez votre campagne !

Votre meilleur souvenir





Votre plus belle rencontre



Votre moment le plus drôle

Ce qui vous a mis en colère



Ce qui vous a rendu le ou la plus fier·e

Notes

Notes

Notes



4,90€

Commandez dès maintenant le programme dans votre librairie

MELENCHON
2027.fr

LA
FRANCE
iNSOUMISE